

F3E

Fonds pour
la promotion des
études préalables
études transversales
évaluations

Evaluation réalisée avec l'appui du F3E pour (réf 235 Ev) :



Electriciens sans frontières
9, avenue Percier
75 008 Paris
France
Tél. : +33 (0)1.40.42.82.64
Fax : +33 (0)1.40.42.82.78
<http://www.electriciens-sans-frontieres.org/>

Evaluation des actions d'Electriciens Sans Frontières au Burkina Faso

**Annexes
(version finale)**

Mars 2007

**Aude De Touchet,
Daniel Grisez
Marc Totté**

**32, rue Le Peletier
75009 Paris
T. 33 (0)1 44 83 03 55
F. 33 (0)1 44 83 03 25
f3e@f3e.asso.fr
www.f3e.asso.fr**

ENDA INTERMONDES

**Av. de la Fontaine 6b
1340 Ottignies
Belgique
Info_intermondes@yahoo.fr
+ 32 10 45 10 34**



Sommaire

Sommaire	2
Fiches entretiens et visites de terrain	3
1. FICHE Idebak + PPI	4
2. FICHE SCAC (G Couaillac).....	7
3. FICHE KANTCHARI	8
4. FICHE Yona	11
5. FICHE SONGPELCE.....	14
6. FICHE MOUNI	18
7. FICHE MATIACOALI.....	23
8. FICHE Yonde	27
9. FICHE IPELSE / FDC Centre de Nakombogo.....	31
10. FICHE SABOU	35
11. FICHE TIN TUA.....	38
+ rv Benoît OUOBA.....	38
12. FICHE PEYIRI	40
13. FICHE Tambiga.....	43
Cadres logiques type	46
1. Cadre logique pour CSPS	47
2. Cadre logique pour écoles.....	49
3. Cadre logique pour point d'eau.....	50
Eléments pour un dispositif de suivi	51
Liste des personnes rencontrées	56

*Avec tous mes remerciements à Aude et Daniel
pour l'aide à l'élaboration des fiches et à la
réflexion durant l'évaluation*

Marc Totté

Fiches entretiens et visites de terrain

1. FICHE Idebak + PPI

1. Contexte

Suite à notre visite à Yondé, nous avons rencontré Idebak (Gérard Dolembzanga) à notre retour à Ouaga, qui nous a indiqué avoir des problèmes dans la réalisation de l'électrification avec l'entreprise PPI. Ces problèmes avaient été remontés à ESF et à PPI, mais aucune suite n'avait été donnée à ce jour.

Idebak a souhaité que nous ayons un RV tripartite : PPI / Idebak / ESF.

Par ailleurs, nous souhaitons rencontrer PPI dans le cadre de la coordination pays, afin de connaître leur offre, leurs tarifs, leur matériel, etc.

Présents :

Idebak → Gérard + le président, M.Koudougou

PPI → le chargé d'affaires + Eric, le technicien qui est intervenu sur place

2. Difficultés techniques sur Yondé

Ce que nous avons constaté sur place et avait été indiqué par ESF DA.

- problème d'orientation des panneaux (vers l'Est) et d'inclinaison (insuffisante)
- problème sur de dysfonctionnement des installations existantes (seulement une heure de fonctionnement + voyant rouge allumé sur 2 écoles)

Ce que PPI nous indique :

Le technicien n'a pas fixé les panneaux vers le sud en raison de l'ondulation du toit, le support étant préfabriqué.

Il devrait retourner sur place sous 15 jours pour réinstaller les panneaux correctement, avec un poste à souder. A vérifier. Idebak sera informé.

3. PPI / ESF

PPI : Projet Production Internationale BF

C'est le représentant officiel de Tenesol sur le Burkina.

Selon PPI, ESF gagnerait à ne pas les rencontrer en ordre dispersé et à négocier les tarifs pour l'ensemble de l'ONG.

Par ailleurs, ils déplorent que nous ne prenions pas en compte leur expérience terrain notamment sur les points suivants :

- Dispositif anti-vol des panneaux
Ils ont des vis anti-vol, à 3000 CFA pièce (il en faut 8) et utilisent également la technique de soudure de cornières). On leur aurait dit que cela augmentait inutilement le prix.
- Utilité de condamner les batteries pour éviter l'utilisation à des fins personnelles. Après discussion, il apparaît que les batteries Solar que nous avons vues dans certaines écoles à Yondé ne sont pas celles installées par PPI (qui n'a que des batteries Steco) mais des batteries personnelles d'instituteurs en cours de chargement, utilisant les panneaux installés sur l'école.

- Dimensionnement des installations et choix techniques
Le choix de mettre 4 interrupteurs pour 4 lampes ne nous semblait pas judicieux mais PPI et Idebak assurent que cela correspond à la demande des instituteurs et a une réelle utilité. Quant au positionnement (murs latéraux de la classe plutôt que plafond) ils nous disent également que c'est le choix des écoles et qu'eux préconisent qq de différent selon chaque installation.

Par ailleurs, PPI recommande pour les écoles d'éviter le 220 V. Les convertisseurs coûtent cher, et lorsqu'ils tombent en panne, c'est toute l'installation qui est bloquée. Par ailleurs, un convertisseur consomme 5 à 10% de l'énergie qu'il convertit.

Les frigos en 220 V sont mal adaptés au solaire (P entre 120 et 150 W). Ils sont moins chers mais moins adaptés. En 24 V, il suffit de 60 W pour un frigo.

Infos sur les batteries :

Batteries de camion : durent 2 à 3 ans si elles sont bien utilisées

Mais sans régulateur, elles sont parfois inutilisables à partir de 6 mois.

Les batteries de Dubai, les plus courantes en ce moment, durent en moyenne 6 mois. Celles de 90 A sont souvent vendues pour des batteries de 100 A (changement d'étiquette) à 65 000 CFA.

Les batteries sèches ont une durée de vie de 7 à 10 ans.

Les batteries acides ont une durée de vie de 5 ans environ.

4. PRIX PPI

PPI nous indique que Tenesol modifie ses prix chaque trimestre.

Les droits de douane seraient passés pour les plaques de 46% à environ 20%.

Ils restent de 47% sur les batteries et 36% sur les régulateurs.

5. ROLE D'IDEBAK SUR LE PROJET

Idebak regrette de ne pas avoir été associé à la négociation technique avec PPI.

Selon Idebak, appuyé par PPI, il aurait été préférable de faire moins d'écoles, mais avec plus de qualité. Le choix inverse a été fait par ESF malgré leurs demandes.

La répartition des rôles entre Idebak et les entreprises (PPI pour l'élec, Ocades pour les forages) n'a pas été claire pour l'ensemble des acteurs semble-t-il.

PPI a été informé que le montant des travaux serait versé à Idebak et que ceux-ci étaient responsables du suivi. PPI n'a été payé qu'en fonction de ce qui avait été réalisé. D'ailleurs une somme (182 000 CFA) a été versée par PPI à Idebak pour le suivi des travaux.

En revanche, ESF aurait dit à Ocades que la somme versée à Idebak ne l'était que par erreur. En conséquence, les intervenants Ocades ont considéré n'avoir aucun compte à rendre à Idebak et n'ont pas tenu compte de leurs remarques et demandes de rectifications. Il y aurait également un contentieux entre eux, en raison d'une différence entre le montant de la facture Ocades et la somme effectivement perçue (132 000 CFA). A éclaircir.

Au global, Idebak est très insatisfait de la manière dont les choses se sont déroulées.

Ils considèrent que leur implication, prévue au départ, n'est pas réelle. ESF se rend sur le terrain et prend des décisions sans les informer. Ce n'est pas comme ça qu'ils ont l'habitude de fonctionner, notamment avec ASMAE, avec lesquels ils ont déjà électrifié des écoles sur la zone.

Pour eux, électrifier une seule classe est insuffisant. Il faut au minimum 2 classes, sinon on fait payer tous les parents d'élèves alors que seuls ceux de CM2 sont concernés. Avec 2 classes, il y a une salle réservée aux CM2 et une autre pour tous les enfants qui veulent venir.

Par ailleurs, ils ont déjà travaillé avec Sahel Energie Solaire et considèrent qu'ils sont plus réactifs que PPI, ont mis des cadres soudés sur les panneaux, sont plus attentifs. De plus, les réglettes vendues par PPI (Tenesol) ne se trouvent que chez eux. A l'inverse, les produits vendus chez Sahel Energie se trouvent plus facilement, les ampoules notamment.

Pour l'organisation de notre visite, il semblerait que Idebak ait eu l'impression d'avoir été tenu à l'écart également. Les abbés de Salambaoré ont été prévenus depuis la France, et avaient entrepris de prendre en charge notre visite, alors qu'ils ne sont pas sur le projet. C'est seulement lors de notre coup de fil qu'Idebak ont appris que nous venions. Ils se sentent exclus.

6. ANALYSE/COMMENTAIRES

Le rôle et la connaissance d'Idebak dans les questions d'électrification scolaire semblent réels. Ils ont mené une étude sur la question en 2003-2004 (restituée en juillet 2004) sur le thème de l'amélioration de la scolarisation en milieu rural.

Il serait utile de connaître le point de vue de l'équipe ESF sur la relation et les engagements pris de part et d'autre. L'impression que laisse ce témoignage est celle d'un manque de précision dans les rôles demandés à IDEBAK et PPI et plus précisément la définition précise d'un et un seul répondant vis-à-vis de ESF.

Remarque : l'association ESF responsable de cette action à Yondé a apporté des éléments d'explications à ces témoignages. Ces éléments sont repris dans la fiche relative à Yondé.

2. FICHE SCAC (G Couaillac)

1. CADRE

Deux activités au sein du SCAC :

- Suivi du fonds social de développement (destiné aux associations burkinabé)
- Suivi des ONG

Une personne chargée de la coopération décentralisée : Julie Conversy, qui examine les dossiers transmis par les préfetures en France.

Le FSD est centré sur l'accès aux besoins sociaux de base :

- éducation : secondaire seulement
- santé (CSPS : construction ou normalisation)
- hydraulique (puits, forages)
- AGR

Subvention à hauteur de 70% maximum, les bénéficiaires devant apporter le reste (cash et valorisation). On tolère un appui d'une association Nord pour aider à atteindre les 30%, mais normalement, la contribution Nord vient en déduction de la somme apportée par le FSD.

Volet suivi des ONG : le rôle du SCAC est de suivre les projets MAE.

Un recensement est en cours sur les associations présentes au B-Faso, pour constitution d'une base de données. Souhaite qu'on lui fournisse des éléments.

Sur l'énergie :

La Fondem intervient dans l'Est dans un projet MAE (vers Zorgho), pour de l'électrification solaire avec 2 volets :

- crédit énergie via la Caisse Populaire : mise à disposition de kits d'énergie solaire
- électrification du village à condition qu'il y ait eu une cotisation (pré-paiement)

Travail mené avec Sinco, opérateur et maître d'œuvre pour Fondem de ce programme

Accès à l'eau

- Eau Vive basé à Ouaga, programme MAE en voie d'achèvement
- Hydraulique sans frontières a des projets (hors MAE) sur le BF

2. PERCEPTION ET COMPREHENSION ESF

Historique des relations avec ESF :

Relations au coup par coup, dispersées, sans vision d'ensemble de ce que fait la fédération

3. CONTACTS OU INFORMATIONS

Nous lui avons donné un point d'entrée unique pour la Fédération (Aude)

Message à faire aux différentes associations en ce sens

4. ANALYSE/COMMENTAIRES

Eviter de venir en ordre dispersé au SCAC. Cela fatigue et ne contribue pas à la bonne image de la fédération

3. FICHE KANTCHARI

1. CADRE (données générales : village, association régionale ESF)

CEG de Kantachari et structure d'accueil (internat)
ESF Drôme-Ardèche

2. IDENTIFICATION

a. Histoire de la demande

Amis de Kantachari (ont travaillé avec l'association Talents et partage) ont sollicité ESF La FOL 26 et les amis de Kantchari qui sont à l'origine de la structure d'accueil du CEG ont demandé à ESF d'électrifier les bâtiments

b. Mission d'identification (étapes éventuelles)

MI en 2004

Besoins évalués avec les partenaires locaux

c. Instruction (montage du dossier de réalisation)

Manque d'indicateurs et cadre logique inversé.

3. REALISATIONS

a. Techniques

Réalisation technique : tout fonctionne, réalisation satisfaisante
Panneau individuel sur chaque bâtiment

- 1 bibliothèque avec une sortie 220V pour éventuelle télé non arrivée aujourd'hui (chargement des portables des profs, mais sans contribution)
- bâtiment administratif avec une sortie en 220 pour PC pour un ordinateur (l'imprimante ne marche pas)
- centre d'accueil pour 58 internes : 2 blocs garçons / Filles avec dans chacun : salle d'étude, cantine, latrines/douches, chambres, pièce pour gardien (= local technique)
- 1 seule classe éclairée sur les 6 existantes (reprise de l'installation existante – le panneau avait été volé)
- caisson pour les batteries
- Pièces de rechange : lampes (12 dont 2 utilisées) testeur laissé- Les électriciens locaux ont les outils nécessaires. Pas de régulateur laissé, celui qui avait été prévu a servi à l'électrification de la salle de classe non prévue initialement.

b. Humaines : formations, sensibilisation (type, nb de jours ?)

- 2 électriciens locaux en bâtiment ont été associés aux travaux
un des 2, présent lors de la visite, dit n'avoir rien appris et pense que les travaux auraient dû être passés en appel d'offres local
- information sur les règles et conseils d'utilisation donnée sur place + visuels à côté des installations, synoptique des diodes du régulateur
(ex : pendant la journée, tous les interrupteurs doivent être sur « arrêt »)
- sensibilisation à l'hygiène et à l'eau du personnel d'encadrement et de personnel de la commune, même si l'intervention d'ESF n'a pas concerné l'eau. Supports pédagogiques laissés sur place (visuels...)

c. Outils de gestion et économiques : document de maintenance chiffré, outils de suivi économique ?

Ressources et fonctionnement distincts entre centre d'accueil et CEG (école et bâtiment administratif et bibliothèque). Le centre d'accueil a été remis à la Mairie. Les recettes qu'il dégage lui reviennent, alors que le CEG qui contribue à son fonctionnement a des difficultés à obtenir de l'Education Nationale un budget suffisant pour le fonctionnement et donc pour la maintenance des installations.

Comité de gestion du centre d'accueil : le président du comité est aussi 1^{er} adjoint au maire. Le proviseur pense qu'il pourrait y avoir une solidarité entre centre d'accueil et le CEG en cas de renouvellement de matériel nécessaire.

Totalité du renouvellement environ 1 million de CFA
ESF leur avait communiqué l'ordre de grandeur des coûts

Nous avons évoqué la possibilité de faire de la recharge payante de téléphone ou de batteries privées mais le proviseur indique que le CEG est excentré et qu'on trouve en ville ce service (1/5 ème des familles ont l'électricité).

d. Institutionnels : comité de gestion, cadre de concertation, contrats, conventions (maintenance, paiements,...)

- 2 électriciens locaux payés pour maintenance 2 fois par mois (relevé de tension, niveau batterie, nettoyage). 4000 CFA / mois
- Le cahier de suivi est conservé par les électriciens, mais émargement par le collègue lors des passages des électriciens.
- Présence régulière sur le terrain et engagement à long terme des « amis de Kantchari » (asso Nord) sur place qui permet à ESF d'être régulièrement informé et est 1 gage de pérennité pour la suite du projet
- Remarque générale : tous les bâtiments sont bien entretenus et propres, bonne gestion et discipline apparente

4. RETOUR POPULATIONS

a. Problèmes soulevés

Pas de problème particuliers si ce n'est un besoin d'électrifier d'autres classes

b. Degré de satisfaction selon groupes

Très satisfaits dans l'ensemble. Electricien local insatisfait mais apparemment de mauvaise foi (jeune ayant appris électricité sur le tas en Côte d'Ivoire probablement comme manœuvre. Cherche à se vendre comme professionnel et prétend ne rien n'avoir appris)¹

c. Attentes futures

Demande forte du proviseur d'électrifier d'autres classes

¹ Remarque du consultant

Nous avons évoqué la possibilité que le CEG fasse la demande à la mairie de récupérer du matériel des bâtiments administratifs qui sera déposé lors de l'électrification d'une partie de la ville, qui a débuté début mars.

L'installation pourrait être réalisée par les 2 électriciens présents sur la ville.

ESF pourrait être un appui-conseil à la mise en place des installations si nécessaire lors d'un passage pour une autre mission à proximité (ex : Drôme Ardèche ou Midi-Pyrénées pour Tin Tua).

Evoqué : le remplacement du GE diesel 6 Kv actuel du château d'eau par 1 pompage solaire. Aujourd'hui, leur coût 40 litres par mois

d. Effets/ changements induits

- Pour le centre d'accueil : on constate une solidarité forte entre élèves, discipline et étude. Contribue à la réussite des élèves
125 000 CFA par an / élève interne
- Les profs utilisent la biblio pour corriger les copies et préparer les cours le soir.
- Pas encore de bilan sur l'amélioration du niveau des élèves mais étude prévue à la fin de cette année scolaire par le proviseur (1^{ère} année complète de scolarité)

5. ANALYSE/COMMENTAIRES

- 3 panneaux pré-existants (pose au sol) ont été volés
 - l'électrification de la ville privilégiera
 - i. le centre de la ville
 - ii. les demandes privées qui rapporteront (alors que le CEG = payés par l'Etat)
- Il faudra des années pour que toute la ville soit électrifiée.

On peut se demander pourquoi avoir réalisé une électrification systématique des locaux administratifs et des logements alors que toutes les classes n'étaient pas équipées (l'installation volée couvrait 3 classes) et/ou pourquoi ne pas avoir sécurisé les panneaux existants dans un pays où le vol de panneaux est fréquent. ?



4. FICHE Yona

1. CADRE (données générales : village, association régionale ESF)

Drôme-Ardèche intervient depuis près de 10 ans dans cette zone.

Le village de Yona se situe dans une zone relativement enclavée au Nord-Ouest de Boromo. La région est particulière par ses collines, et par l'importance de la culture du coton dans la région.

2. IDENTIFICATION

a. Histoire de la demande

- i. Les investissements dans cette région datent de 1995 année où l'Association des Médecins de la Drôme Sud, effectue des démarches auprès du ministère de la santé burkinabé pour trouver un lieu d'implantation où la construction d'un dispensaire et d'une maternité était vitale. Cette association va parrainer la construction du CSPS. Elle va plus tard intéresser ESF à l'électrification des bâtiments en 1998.

b. Mission d'identification (étapes éventuelles)

Identification bénéficiant de l'implication depuis plusieurs années de l'association Drôme-Ardèche. Meilleure description du contexte.

c. Instruction (montage du dossier de réalisation)

En étroite collaboration avec l'association Senteurs Africaines (nord). Dossier plus complet sur l'étude du contexte. Faiblesses habituelles dans le cadre logique.

3. REALISATIONS

a. Techniques

ESF va ainsi réaliser :

- i. l'électrification du dispensaire
- ii. de la maternité
- iii. de l'école (1 seule classe – 4 néons) et réhabilitation du puits de l'école
- iv. le raccordement hydraulique du château d'eau au dispensaire, à la maternité et aux logements
- v. la clôture d'un périmètre maraîcher et de formations
- vi. puits de grand diamètre
- vii. électrification de la maison pour tous (devenue 1 classe supplémentaire + 1 logement d'institut par manque de classes)

b. Humaines : formations, sensibilisation (type, nb de jours ?)

Des formations à la maintenance et à l'entretien ont été réalisées. De nombreuses sensibilisations à l'usage des latrines également.

c. Outils de gestion et économiques : document de maintenance chiffré, outils de suivi économique ?

Il n'y a pas d'outils de suivi .

d. Institutionnels : comité de gestion, cadre de concertation, contrats, conventions (maintenance, paiements,...)

Une coopérative d'appui à l'école a également été créée. Cette coopérative a été dotée d'un fonds de roulement pour permettre aux parents d'élèves d'acheter des fournitures avant que l'argent du coton ne soit payé.

Un comité a également été créé autour de la maison pour tous construite par ESF (vérifier)

En 2003, les batteries installées au CSPS sont arrivées en fin de vie. Le CSPS a dégagé des fonds pour financer l'achat de 2 batteries. Il s'agit de batteries de camion à 40 000 par batterie. L'installation a été bricolée : débranchement du régulateur pour se mettre en direct sur l'installation. Va abîmer plus vite les batteries.

En revanche, les batteries n'ont pas pu être remplacées à l'école (fin de vie en oct 2006), faute de moyens.

Lors de notre passage, demande faite à ESF, malgré la sensibilisation faite à chaque passage de l'équipe, de continuer à financer les installations et leur renouvellement.

4. RETOUR POPULATIONS

a. Problèmes soulevés

La plupart des installations électriques datent de 1998 et ont donc dépassé le temps de vie des équipements. Parmi ces installations plusieurs sont en mauvais état.

A l'école, fin des batteries en octobre 2006. A ce jour, elles n'ont pas été renouvelées.

Le forage du CSPS est à moitié effondré et semble presque laissé à l'abandon. La construction en cours de 5 nouveaux forages dans le village par un autre programme n'est sans doute pas étranger à cet « abandon ».

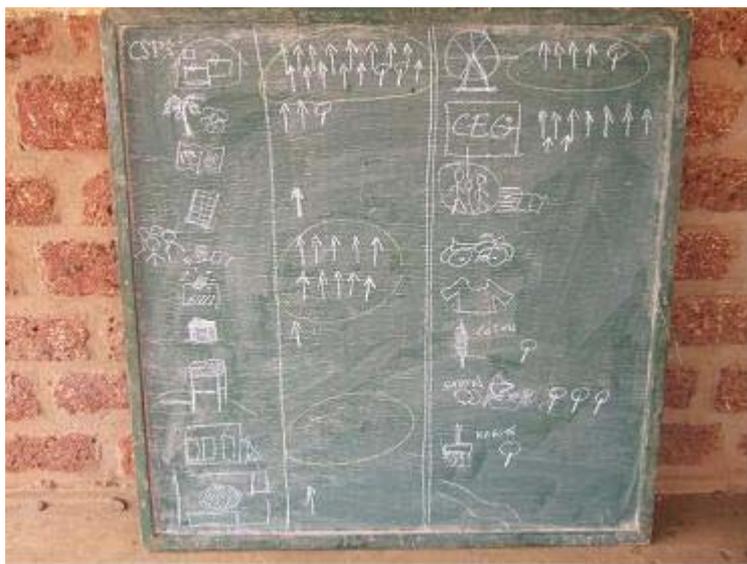
b. Degré de satisfaction selon groupes

Rapide sondage tend à montrer que les gens préfèrent (voir figure) :

- Les installations au CSPS
- l'organisation établie au niveau de l'école pour les fournitures scolaires (coopérative)
- les installations au CEG
- (femmes) surtout CSPS, savonnerie

Par contre aucune réponse en faveur des latrines ou de la formation au maraîchage.

Le débat ensuite fait ressortir beaucoup de problèmes d'entente dans ce village.



c. Attentes futures

RAS

d. Effets/ changements induits

L'école est bien classée.

A noter toutefois : elle est très bien classée cette année également à l'examen blanc, alors qu'il n'y a pas d'électricité depuis la rentrée (oct 2006).

Le lien avec l'électrification n'est donc pas évident....

5. ANALYSE/COMMENTAIRES

Les installations sont sales et mal entretenues, au CSPS surtout, mais également à l'école (malgré dénégation du directeur)

Un panneau solaire + une batterie ont été installés en plus de celles installées par ESF sur le dispensaire, dans le cadre d'un programme national du ministère de la santé. Il y a redondance avec l'existant.

→ pose le problème de l'information et de la communication entre les service de l'état et ESF ??

Une batterie, qui fonctionnait (avait été achetée par le CSPS en renouvellement de celles installées par ESF) a été débranchée et remplacée lors de cette opération. Elle est donc inutilisée et s'abîme, alors qu'elle aurait pu être transférée à l'école par exemple (plus de batterie depuis octobre....).

D'après ce qu'on nous a dit, entre 50 et 60 foyers auraient des installations solaires dans le village.

Selon le rapide sondage (à vérifier car rapide et non représentatif) les sources de satisfaction ne se trouvent pas nécessairement là où on les attend. Permet de mesurer le fossé entre ce que l'on désire (la propreté, les latrines) et ce sur quoi les gens préfèrent s'investir (p.ex. la coopérative scolaire permettant d'avoir un fonds de roulement en période de soudure pour l'achat des fournitures scolaires).



5. FICHE SONGPELCE

1. CADRE (données générales : village, association régionale ESF)

Village : Songpelce- Tanghin- Barkoundouba

Plusieurs quartiers touchés

Région ESF : Drôme-Ardèche

Personnes rencontrées : Zimbala J. ainsi que le chef de village (président du CVGT) et de nombreux hommes et femmes.

Remarque : femmes et jeunes sont clairement disposés à l'arrière, les femmes étant assises par terre.

2. IDENTIFICATION

a. Histoire de la demande

Infirmier Toussaint de Yona avec qui DA avait l'habitude de travailler, qui est originaire de Songpelce et demande un appui pour des forages pour son village.

b. Mission d'identification (étapes éventuelles)

Première visite de prise de contact avec la famille de Toussaint qui se fait sans informations plus formelles ni entretiens avec les autorités. Pas de promesses, « on va étudier le dossier ». Constatent présence d'anciens puits et forages taris ou hors d'usage.

Mission plus formelle, de deux personnes de ESF DA, qui s'entretiennent avec les mêmes personnes et le chef du village.

Demande à BICOVERT de Ouaga de venir « sonder » les puis taris pour établir la profondeur de la nappe.

BICOVERT dans la foulée du « sondage » décide d'équiper. Quand ESF l'apprend, demande d'interrompre les travaux car pas de budget prévu encore. Déception de la population

c. Instruction (montage du dossier de réalisation)

Document de « Mission d'Identification Conception » très sommaire. L'étude préalable du contexte est très générale et pourrait à peu de chose près s'appliquer à n'importe quel village du plateau Mossi. Il n'est pas fait mention de la principale institution du village, le CVGT (voir plus loin) pourtant déterminant dans l'entretien des aménagements du village. Ni de la présence d'organisations paysannes faîtières dans la région et dont font partie une partie des villageois (organisation Wend Yam de Kulkinka qui a développé de nombreux programmes dans la zone). La présence proche d'un barrage (datant de 1956, tari en saison sèche car ensablé) et de périmètres maraîchers n'est pas mentionnée.

3. REALISATIONS

a. Techniques

BICOVERT a réalisé les installations de trois forages (en pompe Volonta). Les superstructures apparaissent conformes aux normes classiques (murs entourant la pompe

avec margelle et canal d'évacuation des eaux perdues vers un abreuvoir pour animaux). La présence de sandales à l'extérieur de l'enceinte montre que les consignes sont bien respectées par les usagers.



b. Humaines : formations, sensibilisation (type, nb de jours ?)

- Une personne a été envoyée à Ouaga pour se former à la maintenance, mais n'a pas reçu les clés et les outils dont il pourrait avoir besoin (vérifier avec l'entreprise qui a été payée pour ça ?)
- Formation à l'hygiène avec des supports visuels (Toussaint + médecin) de l'ensemble du village

Une suite est envisagée, dossier en cours : éclairage de l'école, 2 forages et sensibilisation à l'hygiène par des pièces de théâtre

c. Outils de gestion et économiques : document de maintenance chiffré, outils de suivi économique ?

Aucuns outils organisationnels ou comptable laissés par ESF.

Mais une dynamique organisationnelle forte qui se matérialise notamment dans les cotisations versées et l'usage qui en est fait :

Le Cahier de suivi des contributions montre en effet :

Chef de famille = 1000 CFA et 500 par femme par an (112 foyers)

300 000 CFA en caisse dont 180.000 ont été prélevé pour fournir un crédit aux femmes pour l'acquisition d'un moulin à mil.

d. Institutionnels : comité de gestion, cadre de concertation, contrats, conventions (maintenance, paiements,...)

On trouve dans le village une organisation forte qui résulte probablement en grande partie des appuis du Programme National de Gestion des Terroirs qui a mis en place au niveau de beaucoup de villages du pays des Comités Villageois de Gestion des Terroirs (CVGT). Ce vaste programme financé par la Banque Mondiale, a accompagné les CVGT en matière d'organisation (mise en place d'une AG et d'un CA au niveau du village, description des fonctions des différentes instances...) et les a aidé à réaliser leur plan d'aménagement de terroir. C'est très certainement la raison pour laquelle on trouve en plus de comités pour chaque point d'eau, un comité de l'eau chapeautant au niveau du village ces différents sous-comités. Il est à noter que le secrétaire du Comité de Gestion n'était pas présent au moment de la rencontre car en formation au PNGT ou il était censé précisément présenter l'exemple de Songpelce.

Dans le cas de l'octroi des fonds aux femmes c'est le comité de gestion de l'Eau qui a convoqué le CVGT pour que tout le village accorde le crédit aux femmes. La chefferie dans ce village apparaît forte et respectée.

4. RETOUR POPULATIONS

- i. Problèmes soulevés
Les frustrations de départ, lors de l'arrêt du fonçage ont été évoqués mais ne semblent avoir laissé aucunes rancunes ou tensions.
- ii. Degré de satisfaction selon groupes
Il y a moins de ver de Guinée et de goitres
Les femmes témoignent de l'allègement de leurs corvées d'eau et de sa traduction en activités rémunératrices de multiples manières :
 - iii. Apparition d'une boutique
 - iv. préparation du soubala
 - v. vente de tourteaux d'arachides
 - vi. vente de beignets
 - vii. vente d'eau sucrée (sirop)
 - viii. préparation et vente de dolo², de zoomkom³
 - ix. ...Les jeunes s'expriment peu malgré notre insistance. Les « vieux » parlent de l'importance que les forages ont eus pour le développement de l'élevage (bovins) qui n'existait pas dans le village et de manière générale l'entente dans le village.
- x. Attentes futures
Le barrage serait à réhabiliter
A noter : l'électrification de l'école, en projet, n'est pas mentionnée spontanément
- xi. Effets/ changements induits
Les mariages qui devenaient rares sont en augmentation (6 mariages en 2006) grâce à l'amélioration de la corvée d'eau les femmes d'autres villages acceptent plus facilement de s'installer...
La propreté des gens est également soulignée par le chef de village

² Bière de mil

³ Boisson sucrée à base de farine de mil et de gingembre

5. ANALYSE/COMMENTAIRES

Les acquis sont nombreux et évidents. Les possibilités financières et organisationnelles de remplacement des pièces et d'entretien des aménagements apparaissent suffisantes. Ces acquis ne sont cependant pas seulement attribuables à l'action de ESF qui n'a semble t-il pas beaucoup travaillé les questions organisationnelles et économiques mais à plusieurs programmes antérieurs. Témoinne combien l'insertion de ces activités ponctuelles dans un contexte suffisamment « mur » peut se révéler payant.

Près de l'école les latrines récentes (financées par un autre programme), ne sont pas utilisées correctement – sans doute par manque de formations ?

A observer et analyser :



Aux questions posées aux jeunes se sont les vieux qui répondront le plus souvent. Tout ceci témoignant d'une organisation encore très traditionnelle mais n'empêchant pas le bon fonctionnement des infrastructures modernes.

6. FICHE MOUNI

1. CADRE (données générales : village, association régionale ESF)

Le village de Mouni est situé dans le Kourweogo à quelques 70 Km de Ouagadougou. Cette province fait partie de la zone d'intervention de deux grands programmes : le PNGT (programme financé par la BM qui a mis en place des Comités de Gestion de Terroirs Villageois et facilite l'élaboration des plans d'aménagement de terroirs) et le PPOKK (qui finance des activités d'économie sociale).

2. IDENTIFICATION

a. Histoire de la demande

Le groupement villageois de Mouni est en relation depuis 15 ans avec l'association groupe Tiers Monde du centre social de Craponne. C'est cette dernière qui va solliciter ESF pour électrifier les bâtiments publics qu'elle a financés (maternité, dispensaire, école, centre de formation). La fiche d'identification mentionne que l'initiative vient du groupe Tiers Monde.

b. Mission d'identification (étapes éventuelles)

La fiche d'identification est très incomplète. L'étude du contexte montre de grandes faiblesses dans l'analyse de situation.

c. Instruction (montage du dossier de réalisation)

Le document de projet mêle deux interventions qui n'ont rien à voir entre elles : celle sur Mouni et celle du centre de formation de Ipelsé. Cela s'explique par un échange de bon procédé. En compensation d'un service rendu par l'ONG FDC pour le dédouanement de son matériel, ESF Grenoble va accepter d'électrifier le centre de formation de cette ONG (voir fiche 9).

Il n'y a cependant aucun cadre logique de l'intervention (ni a fortiori d'indicateurs de résultats).

3. REALISATIONS

a. Techniques

Ce qui est prévu :

- i. deux bâtiments scolaires de 6 classes
- ii. 6 logements d'instituteurs
- iii. un puits pour la création d'un point d'eau au niveau du groupe scolaire
- iv. la maternité et le dispensaire
- v. la pharmacie
- vi. le logement de l'agent de santé
- vii. la place publique du village
- viii. la maison « des jeunes »

Ce qui est fait

Réalisation en oct 2005

- les 6 classes (8 panneaux)
- 5 logements des instituteurs
- 3 lampadaires sur le site de l'école
- la « place du village » = maison du chef, avec extension prévue
- le CSPS (maternité, dispensaire et pharmacie)

CSPS : Panneaux centralisés et distribution de l'ensemble des bâtiments en 220V

- CSPS : 3 bâtiments éloignés de 100 m environ (dispensaire-maternité-pharmacie) + 2 logements des infirmiers
- Installations bien faites et bon dimensionnement
- A généré des rentrées d'argent « spontanées » autour des recharges de portables, parce que passage en 220 V (150 CFA / tel) mais pas de possibilité de recharge de batteries (12 V)

NB : batteries posées sur le sol sans protection → risques

Ecole : 2 installations sur chacun des bâtiments avec chacun

- 8 panneaux
- 4 batteries
- 2 points lumineux (équivalent lampes 60 W.) dans chaque classe
- une des installations alimente en électricité les 5 logements des instituteurs à partir d'une ligne 220 V. (2 à 3 points lumineux par logements ; à l'exception du directeur qui a 5 points lumineux et une prise pour ordinateur)
- La seconde alimente des lampadaires (3)

Place du village : en fait de place il s'agit plutôt de l'espace devant la concession du chef tradi-praticien, qui accueille beaucoup de monde venant de loin :

- 2 panneaux
- 2 batteries
- 2 points lumineux
- un lampadaire

b. Humaines : formations, sensibilisation (type, nb de jours ?)

Un technicien, préparant un CAP sur Ouaga Julien a été formé. Sa formation apparaît rudimentaire bien qu'il déclare réaliser déjà des installations.

c. Outils de gestion et économiques : document de maintenance chiffré, outils de suivi économique ?

Nous n'avons pas trouvé d'outils de gestion économiques des réalisations. Les coûts des installations sont mal connus.

Un document de maintenance de l'installation existe mais n'est pas complété (le cahier n'est pas chez le maintenancier mais chez le Directeur qui n'est pas toujours présent lorsque se fait le nettoyage).

Par contre de nombreux outils (parfois surdimensionnés) ont été laissés sur place.

Le Comité Villageois de Gestion des Terroirs dispose d'un compte et présente un cahier « entrée-sortie » à jour. Pascal, fils du chef et président du comité de groupement,

conseiller du village auprès de la mairie, parle de 3.400.000 FCFA sur leur compte, dont 3 millions sont réservés pour un forage financé par le PNGT.

Dans le dispensaire, 5000 CFA sont en caisse sur des rentrées apparemment de 10 à 15 000 CFA par mois d'après le cahier. Il y a plus d'argent qui rentre mais il est dépensé pour d'autres choses comme l'évacuation du chef.

Le dispensaire dispose d'un Frigo et d'un stérilisateur vapeur alimentés par des bouteilles de gaz : 4200 CFA à raison de 4 par mois, soit une dépense mensuelle de 17.000 FCFA prise en charge par le- prélèvement d'un pourcentage sur les consultations. Stérilisateur presque tous les jours parce que peu d'instruments de rechange

d. Institutionnels : comité de gestion, cadre de concertation, contrats, conventions (maintenance, paiements,...)

Différents comités existent dont les liens ne sont pas très apparents

- Comité de gestion du CSPS
- CVGT
- Comité de parents d'élèves

L'organisation apparaît structurée autour du chef de village (tradi-praticien) et une organisation par quartier (5 quartiers venant chaque soir discuter chez le chef de village)

- Lien fort entre cette chefferie et le CVGT (parenté entre président CVGT et chef)

Aucun autre comité ou association n'a été créé par le projet et aucune convention, document de projet concernant les réalisations solaires en cours ou futures, ni contrat ne nous est présenté.

Remarque générale : les installations du CSPS sont propres

4. RETOUR POPULATIONS

a. Problèmes soulevés

Une des installations de l'école ne fonctionne pas.

La maison des jeunes n'est pas encore électrifiée.

Dans le premier cas cela semble résulter d'un dysfonctionnement (« lampes s'éteignaient et rallumaient tout le temps au niveau de nos logements » un instituteur). Un des instituteurs va décider de tirer une ligne à partir de la première installation (bureau du directeur). Son montage va faire sauter le régulateur. Il apparaît que cet instituteur a outrepassé les recommandations du président du CVGT d'attendre le réparateur responsabilisé (Julien de Ouaga qui ne vient pas faute de carburant).

Au niveau de la maison des jeunes, décision avait été prise de ne pas intervenir tant que le mur de concession qui s'était effondré n'avait pas été reconstruit. Une fois reconstruit, le président du CVGT va cependant demander aussi la réfection de la maison qui est en mauvais état et l'engagement d'un gardien pour éviter les vols. Rien n'étant fait le matériel reste stocké dans la banque de céréales sous contrôle du président de CVGT.

Les cotisations des instituteurs prévues au départ (mais apparemment contestées) n'ont jamais été payées.

Les cotisations de l'APE restent, elles aussi, en dessous des besoins.

b. Degré de satisfaction selon groupes

Globalement satisfaisante sauf au niveau de l'école et d'une partie de la population qui reproche aux instituteurs de ne pas payer leurs cotisations. Lesquels considère que l'école est une institution et que leurs installations doivent être prises en charge par le village.

c. Attentes futures

Elles apparaissent nombreuses et en partie démesurées :

- i. Infirmiers : demandent un château d'eau pour le CSPS
- Electrification de
- ii. 30 concessions
- iii. 2 mosquées
- iv. 2 églises
- v. 1 medersa
- vi. le marché

Il semble que la contribution des villageois à l'électrification des concessions ait été discutée sur une base de 1000 FCFA / mois / concession ce qui ne participe que pour moitié au remplacement de la batterie (120.000 F) au bout de 5 ans. L'électrification individuelle serait cependant probablement une « première » à ESF.

d. Effets/ changements induits

Les effets positifs sur les cours la nuit apparaissent relatifs (deux classes utilisées sur les six électrifiées).

Le développement d'une petite économie autour de la recharge de batterie au CSPS n'est pas inintéressant pour autant que la destination de cet argent aille bien au CSPS.

Le manque de précision ou l'irréalisme dans la détermination des responsabilités et des tâches conduit à des tensions entre groupes (instituteurs/population ; groupe des jeunes/CVGT).

5. ANALYSE/COMMENTAIRES

Il serait important de commanditer un travail de socio-économiste pour étudier les possibilités réelles de financement des installations à terme et les règles à établir pour garantir leur entretien et remplacement.

Tout porte à croire que l'intervention dans ce village fort aidé par ailleurs (PNGT, groupe Tiers Monde, PPOKK...) était prématurée ou en tout cas insuffisamment préparé.

Sur le plan technique les installations apparaissent bien réalisées quoiqu'un peu surdimensionnées

C'est surtout au plan socio-économique et organisationnel (politique) que les choses apparaissent très peu pensées et peuvent même générer des conflits dans le village.

A voir le nombre de personnages qui gravitent autour de cette intervention et se considèrent comme étant des répondants de ESF Grenoble : Le chef traditionnel du village, Pascal le fils du chef et président du CVGT, Souleymane l'ancien instituteur et président de l'association ESF « Entraide Solidarité Fraternité » intermédiaire d'une future intervention (en identification) sur ZIGA, ... il y a un manque de définition clair des responsabilités. Il semble que chacun ait son accès privilégié auprès de l'équipe de ESF et revendique des « droits » à ce titre.

Cette situation engendre des demandes « tout azimuth » et pour certaines décalées par rapport aux possibilités de financement local. Dans la mesure où rien n'est demandé en apport propre pour les installations, et que tout repose sur des déclarations d'intention (« nous allons cotiser, il n'y a pas de problèmes, nous avons déjà commencé... ») tout le monde est intéressé et souhaite l'électrification.



7. FICHE MATIACOALI et BOUKARGOU

1. CADRE (données générales : village, association régionale ESF)

MATIACOALI sur la route Fada- Kantchari

○ Une des 1ères réalisations récentes, du projet tri-annuel Gulmu, mené avec l'association Tin Tua pour l'électrification de 16 diémas

○ ESF Midi-Pyrénées

BOUKARGOU plus proche de Dori que de Fada, Très enclavée :

○ Deuxième réalisation ESF avec un succès proportionnel à l'isolement de cette zone et donc de l'émulation que les installations suscitent.

2. IDENTIFICATION

a. Histoire de la demande

La mise en relation de ESF avec l'organisation TIN TUA – très réputée et reconnue au Burkina et appuyée par divers ONG et la coopération suisse, et un peu le fait du hasard. C'est suite à des rencontres théâtrales que la femme d'un bénévole de ESF, active dans le théâtre, va établir le lien.

(1^{ère} fois que c'est évoqué : décembre 2004)

Avant sur Maticouali, il y avait un moulin sur lequel un alternateur avait été posé (d'où problème parce que courant instable et matériel abîmé)

b. Mission d'identification (étapes éventuelles)

Tous les diémas ont les mêmes besoins, il faut établir des priorités.

Il a été décidé par Tin Tua de faire le même choix pour tous les diémas :

i. bureau administratif (2 PC, 1 pour ordi et 1 pour audiovisuel)

ii. éclairage de la classe

L'internat et la banque de céréales ne sont pas prioritaires.

1^{ère} visite en novembre 2005

c. Instruction (montage du dossier de réalisation)

Les dossiers d'instruction présentent les même faiblesses qu'ailleurs au niveau de la formulation des objectifs en cadre logique mais présente aussi une description du contexte un peu plus détaillée, facilitée par la présentation de TIN TUA et de son projet de société.

3. REALISATIONS

○ Techniques

- Installation depuis novembre 2006 (Matiacoali)

- Réalisation technique : tout fonctionne, réalisation satisfaisante

- Panneau individuel sur chaque bâtiment : salle de classe et bâtiment administratif

- Batteries sèches donc pas de vérification de niveaux ; protection par un coffre

- Pièces de rechange laissées : petit outillage, 1 régulateur, pas d'ampoules (mais prévu)

- **Humaines : formations, sensibilisation (type, nb de jours ?)**
- a. Installation réalisée avec Daniel de Tin Tua à Fada + aide de 4 personnes du diéma qui ont participé à l'installation
- b. Daniel, personne ressource de Tin Tua pour l'informatique, est chargé de prendre en charge le volet électrique pour tous les diémas. Il assistera toutes les installations.
- c. Maintenance : nettoyage des panneaux : recommandation ESF 1 fois par semaine, en ce moment, avec harmattan, ils le font 2 fois par semaine (!) consigné sur un cahier
- d. Les consignes d'utilisation sont affichées près du matériel

e. Outils de gestion et économiques : document de maintenance chiffré, outils de suivi économique ?

ESF leur avait communiqué l'ordre de grandeur des coûts de renouvellements. Il n'y a cependant pas de compte d'exploitation ou des calculs d'amortissement des matériels.

Des économies ont été réalisées :

- avant, lampes tempête pour étudier le soir (4 litres par soir avec des embrouilles sur le provisionnement demandé à chaque groupement de 10 élèves)

Des recettes ont été développées :

- rechargement de portables (100 CFA si chargeur, sinon 200) qui donnent 20 000 CFA par mois et lampes solaires
- location de la salle de classe passée de 5000 à 10 000 CFA
- l'ordinateur est utilisé pour faire de la saisie + impression pour le village (surtout administration locale) avec un paiement variable selon le statut (!) génère 10 000 CFA par mois. Cette activité n'est pas directement rentable à cause des coûts de cartouches (65 000 CFA) et papier non couverts, mais modifie les liens avec l'administration, ce qui ne peut pas être chiffré mais a une valeur.
- Accès Internet et envoi de mails (trop récent)

Les sommes ne servent pas à payer d'autres dépenses mais sont mises à la caisse d'épargne du diéma.

f. Institutionnels : comité de gestion, cadre de concertation, contrats, conventions (maintenance, paiements,...)

Rien n'a été particulièrement prévu par ESF parce que l'ONG TIN TUA est déjà très structurée. Elle dispose notamment d'un service et d'un responsable de suivi-contrôle des comptes qui circule chaque mois dans les diémas.

- Bureau du diéma : jeune, dynamique, tous issus de l'alphabetisation des adultes par Tin Tua, très collectif dans leur fonctionnement
- Tarifs affichés

Remarque générale sur la propreté

Installations électriques bien entretenues, bâtiments corrects sans plus

4. RETOUR POPULATIONS

a. Problèmes soulevés

RAS - Problème d'eau à Maticoali. Forage insuffisant.

b. Degré de satisfaction selon groupes

Bureau très satisfait

Les élèves-adultes en alphabétisation témoignent du changement (à Boukargou)

« *La nuit ça éclaire plus que le jour même* » car le jour il y a l'ombre sur les cahiers !

« *Le voyant tire toujours l'aveugle* »

« *La nuit on se croit dans une grande ville* »,...

Les élèves s'expriment avec beaucoup de ferveur et d'emphase sur les changements, particulièrement à Boukargou où la lumière est plus rare.

c. Attentes futures

- Besoin en eau du village, déficitaire en eau à Matiacoali

Le diéma disposant d'une pompe, les gens du village viennent s'approvisionner qd les puits du village sont secs, ce qui entraîne une usure rapide de la pompe et des coûts de réparation.

Le diéma souhaiterait un château d'eau (pour résoudre problème de la pompe + commercialiser de l'eau) et a appris via ESF qu'une pompe solaire pouvait exister.

- Nous avons évoqué un renforcement de l'installation sur le bâtiment administratif pour prévoir des recharges de batterie (il y aurait un potentiel commercial).

- Souhait de pouvoir installer une photocopieuse. Puissance à vérifier, mais nous leur parlons des imprimantes multi-fonctions. Au diéma de vérifier et creuser ce point.

Pour ces 3 besoins, nous leur avons conseillé de se rapprocher de l'équipe ESF pour L'INSTALLATION, à eux de prévoir un financement, avec les gains qu'ils dégagent régulièrement.

Ils seraient d'accord pour financer l'achat du matériel et évoquent la possibilité de bénéficier du dédouanement et transport + installation à l'occasion des prochaines missions de Midi Py + éventuellement achat en France du panneau supplémentaire et 1 imprimante multi-fonctions

o Effets/ changements induits

d. Résultats attendus au-delà des espérances

e. Relations avec les autorités devenues privilégiées ce qui renforce la notoriété de la diéma et facilite ses démarches

f. A Boukargou le directeur de l'école est venu renforcer les formations informatiques du personnel du bureau du diéma. Cela lui a permis lui-même de revoir et d'approfondir ces propres connaissances (car il n'avait pas de moyen de pratiquer)

g. Clients « volés » au vidéo-club et aux autres maquis

- Daniel Lankoande, la personne qui a participé à l'installation avec les ESF, a déjà réalisé depuis une installation de panneaux PV privés sur Fada.

- Grande satisfaction et des idées pour la suite

5. ANALYSE/COMMENTAIRES

L'apport du projet est manifeste partout. Il semble aller bien au-delà des attendus (amélioration alphabétisation ; amélioration gestion par l'électrification du bureau) pour concerner le positionnement du diéma dans sa localité par rapport aux différents services publics.

Le projet travaille bien ici dans le sens de l'accompagnement de quelque chose qui existait déjà depuis longtemps et était particulièrement bien structuré.

Les résultats ne peuvent donc être dissociés de ce contexte particulièrement favorable. En dépit de la jeunesse du projet, tout porte à croire qu'il sera une réussite et ira au-delà des espérances car on y trouve une estime réciproque et un certain esprit de complicité entre l'équipe ESF et les partenaires à tous les niveaux.



8. FICHE Yonde

1. CADRE (données générales : village, association régionale ESF)

L'intervention concerne une zone très enclavée caractérisée par un nombre assez faible d'infrastructures sociales, une agriculture de subsistance (le coton n'intéresse plus grand monde et le différentiel de prix sur les céréales avec les autres pays apparaît très incitatif dans cette zone frontalière). Le village de Yonde, chef lieu de préfecture est devenue commune rurale depuis les élections de juillet 2006

2. IDENTIFICATION

a. Histoire de la demande

A l'origine ce projet est avant tout l'histoire d'une relation d'amitié entre un français de EDF, venu passer un chantier de construction d'école avec l'organisation ASMAE (Sœur Emmanuelle) avec des jeunes et une famille burkinabè dont un des enfants souffrait de problèmes cardio-vasculaires sérieux. L'envoi en France de cet enfant, son opération gratuite par un chirurgien et depuis, son accueil chaque année dans la famille française a créé des liens forts. L'organisation ASMAE met en contact l'électricien de ESF avec une organisation de développement de cette région : IDEBAK.

b. Mission d'identification (étapes éventuelles)

La mission va identifier la nécessité d'électrifier une classe supérieure dans 13 écoles et de réaliser 8 forages. Le dossier présente un cadre logique mélangeant résultats attendus (sur la durée du projet) et objectifs plus globaux à long terme. Pas d'indicateurs de suivi.

c. Instruction (montage du dossier de réalisation)

Le dossier prévoit à l'origine l'électrification de 13 écoles (une salle par école) et le fonçage de 8 forages en trois tranches d'un an chacune. La réalisation est confiée à des organisations locales : PPI dans le cas de l'électrification, l'OCADES de Fada-N'Gourma pour les forages, avec la participation des villageois.

Le tableau des partenariats envisagés montre une co-responsabilité entre de nombreuses personnes sans précisions.

Programmation en trois tranches :

- 2006 34992 €
- 2007 29997 €
- 2008 28397 €

Le budget prévisionnel global est de 93 367 € et se réparti en :

- 13 082 pour l'électrification des classes
- 63 024 pour les 8 forages positifs
- 1 600 pour un groupe pour la mission
- 1 391 de conception et études
- 9 241 de frais de mission
- 5 050 de suivi et contrôle (comprend sans doute la valorisation ESF y compris Fédé)

3. REALISATIONS

a. Techniques

En 2006 les classes supérieures de 5 écoles ont été électrifiées (panneaux de 60W) et 3 forages réalisés.

Nous avons pu visiter 4 des 5 écoles. Dans chacune 4 lampes (commandées par un interrupteur chacune) sont installées dans la classe de CM2 et sont alimentées par 2 panneaux

A Bossougou tout fonctionne normalement.

A Niorgo Yanga, les panneaux sont mal orientés (est au lieu de sud).

A Koadiga problème de batterie dès la première semaine, obligeant à ne faire fonctionner que deux lampes sur 4. Au bout de 3 heures, les lampes s'éteignent.

Dans chaque classe 4 interrupteurs commandent les 4 lampes.

On nous indique que deux forages sur trois seulement sont fonctionnels à cause d'un problème technique. Nous n'avons pas pu les voir.

Idebak nous précise par la suite (à notre retour à Ouaga) que le puits effondré a finalement été réparé par Ocades.

Nous nous interrogeons sur le positionnement des 4 lampes (2 sur chaque mur latéral des classes). Il nous semble que fixer les lampes au plafond aurait permis un meilleur éclairage. PPI et Idebak nous diront plus tard que cela correspondait à la demande des instituteurs.

b. Humaines : formations, sensibilisation (type, nb de jours ?)

Seules des sensibilisations à l'hygiène étaient prévues et ont été assurées. La maintenance, prévue, ne semble pas avoir encore fait l'objet de formation.

Dans certaines écoles les panneaux n'ont jamais été nettoyés faute d'échelle notamment...

On nous parle « d'eau minérale » au lieu de déminéralisée...

Selon les cas, on nous dit que ce sont soit un élève, un instituteur, un parent d'élève qui sont désignés pour nettoyer les panneaux.

c. Outils de gestion et économiques : document de maintenance chiffré, outils de suivi économique ?

Nous n'avons pas trouvé sur place de documents concernant la maintenance ni de documents sur les coûts d'amortissements des équipements.

Dans un des villages, il n'y a même pas d'APE.

d. Institutionnels : comité de gestion, cadre de concertation, contrats, conventions (maintenance, paiements,...)

Les APE ne jouent pas toujours leur rôle et aucune dynamique organisationnelle ne semble avoir été conduite pour assurer cet aspect.

Plusieurs associations sont très présentes sur la zone : la mission catholique, ASMAE , Born Fonden et Idebak. On ne saisit pas bien les relations qui existent (ou pas ?) entre les différents acteurs et la concertation qui a été faite.

4. RETOUR POPULATIONS

a. Problèmes soulevés

Certains directeurs⁴ évoquent le fait qu'il n'ont pas été consultés pour la pose des lampes et auraient préféré avec le même investissement avoir deux lampes dans deux classes (mais disposées autrement) plutôt que 4 dans une. Cela aurait permis de démultiplier les efforts par classes.

Idebak par la suite nous indique avoir rencontré tous les directeurs présents et pour ceux qui n'étaient pas encore sur place (récemment nommés), avoir vus directement avec les instituteurs des écoles.

Certains n'étaient pas au courant que l'électricité allaient être installée (arrivée récente).
Même remarque d'Idebak.

En matière d'amortissement l'un des directeurs indique qu'on leur a dit qu'il ne fallait rien prévoir maintenant !

Idebak nous indique avoir réalisé une session de sensibilisation dans les écoles (mission du 16 au 21 septembre). Des réunions d'AG devaient être organisées mais n'ont pas encore eu lieu partout. C'est à l'issue de ces réunions que les moyens de contribuer à la maintenance seront fixés et pourront être mis en œuvre.

b. Degré de satisfaction selon groupes

Mis à part les quelques problèmes cités ci-dessus, les directeurs d'écoles se disent généralement satisfaits de l'apport de la lumière sur la scolarité des enfants. Témoignent de ce que la lumière la nuit permet de :

- i. fournir des cours plus individualisés la nuit
- ii. pour les maîtres, de préparer leurs leçons ou de corriger les copies
- iii. de ne pas laisser trop de temps entre les contrôles et leur correction

Nous réalisons que certains instituteurs détournent les installations pour leur usage personnel. Ils utilisent les panneaux de l'école pour recharger leur propre batterie.

Idebak, association partenaire du projet, chargée du suivi, ne se sent pas soutenue par ESF ni considérée comme un réel partenaire.

c. Attentes futures

- L'élargissement de l'électrification à au moins une autre classe.
- Plus d'amplitude horaire de l'éclairage. Certains demandent 6h d'éclairage, alors que les enfants viennent travailler en moyenne 2h par soir...
- Une prise pour utiliser des moyens pédagogiques (ou une radio pour l'instit ?)

d. Effets/ changements induits

Certains directeurs disent que le taux de réussite est en progression selon leur dernière évaluation blanche.

5. ANALYSE/COMMENTAIRES

⁴ L'équipe ESF concernée répond à cela que *Seul le directeur de Niorgo n'était pas au courant de l'électrification d'une salle de classe dans son école et ceci malgré les nouvelles nominations de directeurs dans 3 écoles sur 5*

En ce qui concerne l'électrification des écoles il est important de nuancer les propos collectés sur le terrain (et l'interprétation faite) par les explications de ESF Aquitaine :

La mission d'identification initiale portait sur l'électrification de plusieurs salles de classes sur 3 écoles seulement (Niorgo, salembaoré et Boussgou) . A la demande d'ESF national le projet a été élargi sur tout le département de Yondé et nous avons modifié le projet a l'équipement de 12 écoles différentes à raison d'une classe éclairée par école. L'élargissement de l'électrification a une autre classe pourra effectivement être analysée au coup par coup et selon l'importance de fréquentation des salles.

Le principe de « faire faire » semble ici avoir donné de piètres résultats. La société d'électrification a manifestement mal fait son travail, le suivi a été minimal et le fonçage des puits pas totalement réussi⁵. Piètres résultats cependant non pas tant au plan des installations (il y a eu une remise en conformité de certaines installations (orientation des panneaux) dans les 10 jours qui ont suivi le constat de malfaçon, comme nous l'apprendra ESF Aquitaine par la suite, mais pas de toutes comme nous l'avons constaté) mais surtout au plan de la construction de partenariats solides avec une organisation locale, IDEBAK, garante à terme du suivi des installations comme de l'extension éventuelle des interventions. A ce niveau (qui nous semble le plus important) il est patent que les responsabilités n'ont pas été suffisamment détaillées (ni suffisamment contractualisées) et que les moyens nécessaires à ce suivi n'ont pas été suffisants. L'association des ressortissants de Yondé (IDEBAK) ayant probablement une part de responsabilité dans le fait d'accepter peut-être trop rapidement un accord qui reposait sur le fait de prendre en charge « volontairement » le suivi alors que manifestement elle ne disposait pas de relais suffisamment présent et disponible à Yondé.

Si ces questions sont importantes à poser, il demeure que les résultats au niveau de Yondé sont importants et peuvent, s'ils sont consolidés, conduire à des changements sensibles dans les conditions d'exercice des services d'enseignement et fourniture d'eau. **Mais cette consolidation et viabilisation dans le temps dépend surtout de la façon dont l'équipe Esf arrivera à organiser de bonnes relations localement entre les organisations concernées.** On voit bien ici combien les missions courtes, à distance, (et non pas forcément les *compétences* des bénévoles) sont des limites à ce type de travail fondamental de viabilisation sociale et institutionnelle des équipements. Tout porte à croire cependant que ces problèmes sont momentanés et pourront être résolus sur place en y accordant toute l'importance qu'ils méritent.



⁵ A cette allégation trop vague il est vrai, ESF répond : *Les forages ont débuté début janvier, après la saison des pluies pour se terminer le 15 janvier 2007. Je regrette ici aussi cette appréciation infondée car aucune visite d'ESF n'a été effectuée sur les lieux où ont été faits les forages . Il me semble donc inopportun de colporter des dires infondés . Le seul rapprochement que je peux avancer a ces dires est un problème technique sur la pompe installée sur le forage de Welgemssifou qui est rapidement tombée en panne. L'association OCADES a procédé immédiatement a son remplacement.*

J'ai par ailleurs était informé de cet incident par le responsable d'OCADES et les travaux ont été réalisés dans les jours qui ont suivi et bien avant la venue d'ESF au KOULPELOGO.

En fait il s'agit plus du problème du choix des pompes et comme nous l'a bien expliqué l'artisan-réparateur du fait qu'il n'y a pas de réseau de pièces détachées dans cette région enclavée alors que l'on trouve aisément les pièces d'autres pompes. Mais ceci relève du détail et d'une responsabilité qui incombe tout autant à l'OCADES pour ne pas orienter ESF dans ses choix techniques en la matière.

9. FICHE IPELSE / FDC Centre de Nakombogo

1. CADRE (données générales : village, association régionale ESF)

ESF Grenoble

Le centre de formation de Ipelsé -Nakombogo est situé dans le Bazega, à quelques km de Saponé. Il s'agit d'un centre de formation professionnelle basé sur l'apprentissage de métiers agropastoraux. Il est équipé de deux grands dortoirs, d'un bâtiment administratif (3 pièces), d'un hangar de stockage des fruits et légumes, d'un périmètre maraîcher, d'une unité d'élevage de poulets, d'agoutis, de pigeons, de deux unités d'embouche porcine (moderne et traditionnelle) de bassins de pisciculture, d'une salle polyvalente, un périmètre maraîcher, des séchoirs solaires, des fosses compostières,...

Un château d'eau (5m³) alimenté par Groupe Moto Pompe, assure la fourniture en eau des unités (18m³ heure).

Ce centre a été mis en place par la FDC émanation de Save the children au Burkina Faso. La démarche de cette organisation est avant tout basée sur l'appropriation par la communauté des innovations.

Le PNGT n'intervient pas dans cette région d'où l'importance de l'association dans la région pour renforcer l'organisation dans les villages pour les écoles communautaires et l'entretien des puits ouverts.

2. IDENTIFICATION

a. Histoire de la demande

La rencontre avec ESF est un « pur hasard ». C'est une de nos partenaires du GREF de Grenoble qui avait un voisin membre de ESF qui va parler du centre. Cette personne va profiter d'une mission sur un de leur site d'intervention (Mouni) pour visiter le centre. Il en sortira très emballé. Mais nous dit que cela peut prendre du temps...

b. Mission d'identification (étapes éventuelles)

Avons convenu que la FDC s'occupe de toutes les démarches administratives et de la réception du matériel à LOME pour Mouni également contre les prestations-installation de ESF à IPELCE.

La mission a été réalisée par deux personnes de Grenoble.

La question du GMP a été évoquée par Serge Magnin, mais n'a pas été jugée comme prioritaire à l'époque par le centre.

La pompe immergée fonctionnait alors depuis un an, mais le centre n'avait pas pris la mesure de ce que ça lui coûtait.

c. Instruction (montage du dossier de réalisation)

Cadre logique minimal

3. REALISATIONS

a. Techniques

Les réalisations sont très professionnelles mais apparaissent surdimensionnées :

- i. un coffret par bâtiment
- ii. une dizaine de points lumineux extérieurs
- iii. plusieurs pièces sont doublées par du solaire (dortoirs)
- iv. la réalisation a été faite par 6 personnes ESF + 2 de Mouni + 2 du centre

Remarques :

- v. les batteries ne sont pas protégées (pas de coffre)
- vi. un chargeur de batterie sur GMP permet de recharger les batteries solaires. Les points lumineux restant allumés toute la nuit, les batteries sont déchargées le matin
- vii. fil de mise à la terre derrière le GMP a été volé et n'est pas remplacé...

b. Humaines : formations, sensibilisation (type, nb de jours ?)

Deux personnes du centre ont été formées à la maintenance de même que 2 de Mouni.

Une petite formation aux bases de l'électricité avec comme support un panneau pédagogique qui est encore utilisé par les formateurs pour quelques instructions aux apprenants en matière d'électricité (comment remplacer une lampe, détecter une panne...). Les deux personnes formées ont fait l'électrification d'un bâtiment qui était en construction lors du passage de ESF.

c. Outils de gestion et outils économiques : document de maintenance chiffré, outils de suivi économique ?

Un schéma d'installation existe. Une grille de suivi de la maintenance a été élaborée et est bien remplie.

De manière générale une documentation conséquente a été laissée et expliquée sur place. Pas de valorisation économique des infrastructures (secrétariat ou rechargement de portable ou de batteries inexistants)

En ce qui concerne leur propre demande de pompe solaire, le dimensionnement des besoins ainsi que les éléments de coût associés ne semblent pas connus à ce jour de manière précise. On nous indique des chiffres vagues et variables. (de 50 à 100 m3 jour ; le nb de m3 /heure n'est pas connu et ne semble pas être une préoccupation).

Il ne semble pas y avoir eu d'études économiques ou d'accompagnement aux calculs de coût

Depuis décembre 2006, le centre n'a plus de financement et doit se gérer directement. Cette étape semble avoir été peu anticipée.

d. Institutionnels : comité de gestion, cadre de concertation, contrats, conventions (maintenance, paiements,...)

Rien à signaler à cet égard.

Remarque générale sur la propreté

4. RETOUR POPULATIONS

a. Problèmes soulevés

Le problème du GMP qui coûte très cher, avec l'augmentation du prix du gazole (de 350 à 600 CFA en quelques années).

Selon les personnes, on nous dit que le coût est de 2 à 4 millions par an.

b. Degré de satisfaction selon groupes

Assez bons pour l'éclairage, les besoins remontés par le directeur de l'époque ont été pris en compte, notamment l'éclairage extérieur avec des lampadaires pour lutter contre les vols dans les élevages et pour la sécurité / risque de serpents sur cette zone. (???)

c. Attentes futures

- i. La pompe solaire en remplacement du GMP
- ii. L'électrification des bâtiments de l'administration à Ipelsé (mairie, écoles, commissariat...) pour 2 raisons : contrepartie parce que la commune a donné le terrain – 10 ha – au centre, et aussi en vue de limiter de futures taxes de la commune sur le centre.

d. Effets/ changements induits

Importance de l'informatique pour la gestion des activités du centre.

Envisage d'installer une photocopieuse

Des cours organisés la nuit dans la salle polyvalente.

5. ANALYSE/COMMENTAIRES

Ce projet peut être présenté comme une réussite en dépit de quelques petites interrogations. Les installations vont certainement participer à l'attrait du centre, au développement des activités d'élevage, et donc à la viabilité du centre dans son ensemble.

Au plan technique il apparaît cependant un net surdimensionnement des installations. Ce surdimensionnement (postes fusible pour une ou deux lampes, lampadaires sur une bonne partie du périmètre, dédoublement du circuit d'électrification par groupe, nombreuses pièces de rechange) s'il paraît parfois trouver des justifications (contre les voleurs et les serpents ; apports d'insectes la nuit près des réservoirs de pisciculture) contraste avec le vrai problème du centre qui est le coût de consommation du groupe MP pour l'alimentation du château d'eau.

Ce coût du pompage les aurait obligé à diminuer à un quart la superficie utilisée pour le maraîchage. Mais en même temps le nombre d'apprenants cette année est beaucoup plus faible que l'année passée et explique sans doute aussi cette diminution des surfaces utilisées. FDC souhaiterait que ESF intervienne pour remplacer le GMP par une pompe solaire.

Une étude pour la pompe solaire aurait été demandée à PPI par ESF Grenoble (réalisée ou à réaliser, nous n'avons pas pu avoir l'information).

On apprend par ailleurs que FCD a pu mettre de côté 18 millions de FCFA sur lesquels ils fonctionnent. Les financements de la CE et de Save the children se terminent en effet. Il semble que

cette ONG ait bénéficié de financements importants et on peut se demander si elle a suffisamment été habituée à se soucier des aspects de viabilisation financière.

Dans ce contexte l'intervention ESF apparaît à la fois participer indirectement à faciliter une viabilisation à travers l'attrait que le centre va avoir maintenant qu'il est électrifié. Et d'un autre côté participer à une certaine « facilité » générale par le don de ces installations et de pièces en surnombre.

Une façon de mieux s'inscrire dans ces enjeux serait pour la suite, de n'intervenir que si une participation financière conséquente est octroyée de la part de FDC pour l'opération d'électrification solaire de la pompe.

ESF Grenoble discute également avec la mairie l'électrification en solaire de quelques infrastructures (Lycée, éclairage public, mairie, CSPS, commissariat,...) de Ipelce. Des conseillers ont averti qu'ils vont venir visiter le centre pour mieux connaître les activités. La perspective de devoir payer des taxes à la commune se précise. Cette négociation de l'extension de l'électrification vers des infrastructures publiques pourrait s'inscrire dans le cadre « d'arrangements » entre le centre de formation et la mairie, le temps pour le centre de consolider ces acquis et de régler son problème de surdépenses liées à la consommation d'eau.

A noter : un des objectifs affichés par FDC est la prise en main par les populations de leur avenir et l'émergence de leaders communautaires.



10. FICHE SABOU

1. CADRE (données générales : village, association régionale ESF)

ESF Aquitaine

Centre des handicapés Wend Kuuni de Sabou + école publique

La ville de Sabou est réputée pour sa mare aux crocodiles qui draine nombre de touristes.

L'histoire de ce centre est fort liée à la présence de cette « attraction »

2. IDENTIFICATION

a. Histoire de la demande

En 1995, le directeur du centre, Mr KABORE gérait un maquis. Il y avait plusieurs handicapés dans son entourage : son frère, des amis. Préoccupé par cette question il finance très tôt des petites activités pour handicapés (une boutique pour son frère) notamment dans le domaine du tissage. L'installation d'une boutique auprès de la mare aux crocos va permettre de renforcer les activités. C'est en découvrant une carte de visite à terre devant la boutique d'un français de passage, M. Bénéto... travaillant lui-même dans le secteur du handicap en France que des relations privilégiées vont s'établir entre M. Kabore et cette personne et que l'association les « amis de Sabou » va naître.

« On a correspondu pendant 3 ans. J'ai rassemblé tous les handicapés de Sabou qui m'ont choisi pour être président. »

M. Kabore sera invité en France et une partie de la production de tissu écoulée en France....

La rencontre avec ESF. Une équipe de ESF de passage vers Bobo va reconnaître sur le panneau de jumelage leur ville. Intriguée, elle va prendre des informations auprès de l'association Wend Kuuni et découvrir le centre et ses réalisations.

b. Mission d'identification (étapes éventuelles)

Dossier mélange deux projets Sabou et Tambiga. Identification un peu plus détaillée par rapport aux autres.

c. Instruction (montage du dossier de réalisation)

Problème dans le dossier qui présente deux projets – Sabou et Tambiga – témoignerait de ce que bien souvent l'intervention est pensée à partir des contraintes au Nord (organiser la mission) et pas des contraintes/opportunités du Sud. Cadre logique avec les mêmes faiblesses qu'ailleurs

3. REALISATIONS

a. Techniques

Les réalisations techniques sont nombreuses et paraissent très professionnelles :

- réalisation ou réhabilitation ? d'un forage et

- pose de 19 panneaux en 2005, plus 5 rajoutés en 2006 alimentant :

points d'éclairage du hangar et de l'atelier et le bâtiment administratif (4 panneaux)

les bassins de production de spiruline (6 panneaux)
la pompe du forage (14 panneaux)

- i. électrification d'une classe de l'école voisine : 1 panneau de 2 points lumineux dans chacune des 3 classes sur une seule batterie

Une partie des installations a été détruite au mois d'août 2006. Perte de la pompe, de l'onduleur, des agitateurs, du régulateur, ...

Un électricien de Ouaga (Prosper Sanon) est venu réparer sur les recettes du forage. Dans l'attente de l'onduleur d'Aquitaine (venant d'arriver au moment où nous sommes passés), un onduleur a été momentanément placé par l'électricien.

b. Humaines : formations, sensibilisation (type, nb de jours ?)

Une personne s'occupe de la maintenance des installations du centre et de l'école.

c. Outils de gestion et économiques : document de maintenance chiffré, outils de suivi économique ?

Les documents de maintenance existent et sont bien tenus.

Un véritable atelier équipé a été monté par ESF (voir photo). Toutes les explications techniques sont disponibles en plusieurs exemplaires et connues par le chargé de la maintenance.

Pour le forage, des solutions d'abonnements mensuels ont été mises en place. Une fontainière s'assure au quotidien de ce qui est consommé.

d. Institutionnels : comité de gestion, cadre de concertation, contrats, conventions (maintenance, paiements,...)

Pas d'apport particulier de ESF mais une forte organisation préexistait et se vérifie dans la gestion des comptes :

- i. comptes séparés par activité (3 comptes auprès de la Caisse populaire : forage, spiruline, association)
- ii. cahiers et carnets de comptes à jour

Côté école existence d'une APE mais qui a du mal à dégager des ressources pour assurer le renouvellement.

Toutefois un gardien a été recruté et est payé pour les installations.

A noter :

En réponse à notre suggestion de mettre en place un service de recharge payante de batteries de téléphone, l'association nous demande une autorisation écrite de la part d'ESF d'utiliser les installations à cette fin, ce qui semble montrer une volonté de respecter les engagements et les contrats (moraux).

4. RETOUR POPULATIONS

a. Problèmes soulevés

- i. des bassins mal conçus au niveau de la spiruline qui limitent la production et donc conditionnent la valorisation économique nécessaire à la reproduction des installations. Les bassins ont été refaits. Des interrogations subsistent cependant

sur le fait qu'ils ne sont pas encore mis en exploitation et que Wend Kuuni ne semble pas sûr de pouvoir y installer les brasseurs et demander une confirmation par ESF de la faisabilité technique de cet ajout...

En réalité, le problème est celui du coût des intrants. Pour l'instant, pas les moyens de lancer la production sur les autres bassins à cause du manque de moyens.

- ii. au niveau de l'école, les lampes s'éteignent après 2 heures. Serait dû à un sous-dimensionnement de l'installation : 6 point lumineux de 18W pour un panneau de 50 Wc)
- iii. les cotisations (1000 F par élève) suffisent à peine à satisfaire le fonctionnement quotidien de l'école et la directrice est catégorique quant au fait qu'elles ne peuvent être utilisées pour renouveler les installations électriques (remplacer la batterie notamment)
- iv.

b. Degré de satisfaction selon groupes

- i. Elevée au niveau des femmes de la ville de Sabou qui s'approvisionnent au forage
- ii. Elevée également chez les handicapés de Wend Kuuni
- iii. Relative en ce qui concerne l'école compte tenu de ce que l'on trouve dans la ville de Sabou d'autres endroits électrifiés et que cela relativise l'importance de l'installation pour les élèves comme pour les instituteurs

c. Attentes futures

Renforcer les capacités pour les agitateurs ? demande confuse, puisque cela a été fait depuis 2006.

d. Effets/ changements induits

Usage de la pompe par les familles, pour un coût inférieur à celui des autres pompes du village

5. ANALYSE/COMMENTAIRES

Les installations ainsi que l'organisation générale de Wend Kuuni, inspirent confiance. Les locaux et installations sont très bien entretenus de même que les outils de gestion comptable.

Les infrastructures (hangar, boutique, bassins) apparaissent cependant sous valorisées pour l'instant. Le hangar sert pour le tissage (plutôt des hommes), et une formatrice à la broderie va venir bientôt de Koudougou pour former des brodeuses handicapées.

Un projet pour la boutique est d'en faire un cyber.

Quant aux bassins, le problème évoqué est celui du coût des intrants.

Des études (voire un audit ?) seraient nécessaires pour apprécier la capacité économique de l'association à entretenir les équipements à long terme. A priori, le forage apporte beaucoup de moyens, mais les autres activités (spiruline, maraîchage, tissage) n'apparaissent pas encore suffisamment développées et il semble même que pour la spiruline elles ne puissent atteindre une masse critique suffisante pour être rentables, compte tenu de la taille des bassins.

Il faut souligner le professionnalisme de l'équipe ESF Aquitaine au niveau des outils fournis (équipements, petit outillage et notices d'utilisation).

11. FICHE TIN TUA

+ rv Benoît OUOBA

1. CADRE

Association Tin Tua (développons-nous) travaille sur une zone de 50 000 km² dans le Gulmu Est financée par des gros bailleurs : Coopérations Suisse, Suédoise, Néerlandais, ONG Oxfam Belgique et Luxembourg, Pain pour le monde, ...

S'est surtout fait reconnaître dans le domaine de l'alphabétisation depuis 1986. Le Secrétaire Exécutif, M. Ouaba est l'initiateur d'une pédagogie particulière basée sur l'apprentissage « en langue » locale avant l'apprentissage en français. Cette alphabétisation bilingue a été reprise comme modèle au niveau national est dans d'autres pays. Elle s'apparente aux opérations « commando Baantare » de l'époque Sankara, à ceci près que l'on accorde beaucoup d'importance aux formations sur site et que cela ne se fait pas par regroupement dans les villes moyennes ou à la capitale.

Ceux qui savent lire et écrire vont former les groupements de base de noyaux villageois. En 1989 il y avait 100 centres d'alpha de Tin Tua. La structure évolue ensuite vers un autre statut institutionnel pour pouvoir répondre aux demandes d'autres activités des groupements villageois. L'évolution plus récente est celle d'un regroupement de ces centres en 16 « diemas ». La définition du *diéma* est un « minimum 12 villages (jq 50), géographiquement proches et ayant la volonté de travailler ensemble ». Le Diéma est donc une construction nouvelle (n'a pas d'équivalent dans la tradition) structurée autour de divers services aux populations :

- 1 classe d'alphabétisation
- une banque de céréales
- une troupe de théâtre pour les sensibilisations
- du micro-crédit
- une administration (5 personnes : 1 coordinateur, 1 animateur, 1 comptable, 1 secrétaire et 1 directeur)

Au niveau du siège de Tin Tua à Fada on trouve :

- 35 salariés au siège dont 5 cadres supérieurs
- une structuration en 3 départements : éducation de base, décentralisation et développement institutionnel, administration et finances (avec un service de contrôle)
- une imprimerie off-set qui couvre deux régions

B.OUOBA est Secrétaire exécutif de l'association (linguiste de formation)

2. PERCEPTION ET COMPREHENSION ESF

Historique des relations avec ESF :

Rencontre lors de vacances de personnes d'ESF

A été à Toulouse pour discuter sur le projet

Connaît le mode de fonctionnement d'ESF

ESF a demandé à former du personnel. Il existe des électriciens sur place mais ESF a préféré en former en interne de Tin Tua.

Dimensionnement : par rapport aux besoins et non pas aux usages éventuels

a. Problèmes évoqués

La question des vols.

Il y a eu un risque de vol (info) sur Matiacoali. Ils sont conscients et vigilants / risque.

Panneaux sur toits, diéma clôturée avec gardien.

b. Ses attentes futures

Meilleure articulation électrification et informatisation

Equipement de l'imprimerie (certaines machines en panne)

c. Volet financement

Demande de financement à l'Ambassade pour le projet d'électrification au GULMU, qui a été rejeté, ne rentrant pas dans les critères de l'Ambassade

3. ANALYSE/COMMENTAIRES

ONG très solide. Intervient en appui aux nouveaux élus. Apparaît particulièrement organisée. L'électrification dans ce contexte (bonne organisation et villages particulièrement sous-équipés) apparaît doublement intéressant.

A réfléchir avec eux : le couplage électrification et informatisation au-delà des diémas, avec les mairies. Les mairies d'ici 10 ans vont s'équiper. Les compétences transférées par ESF à TIN TUA en matière de mise en place d'installations solaires et de suivi pourrait être renforcées dans l'esprit d'accompagner les mairies dans ce travail par TIN TUA. Des formations pourraient également être octroyées par TIN TUA en informatique. Enfin la perspective de relier les mairies à l'échelle régionale sur le modèle des diémas de TIN TUA pourrait avoir d'autres intérêts importants, notamment de valorisation d'une région quelque peu marginalisée de par sa position géographique.

Il apparaît surprenant que l'ambassade n'ait pas accepté le projet de ESF avec Tin Tua.

12. FICHE PEYIRI

1. CADRE (données générales : village, association régionale ESF)

Centre de formation près de Koudougou...

Présence d'une volontaire française du progrès

2. IDENTIFICATION

a. Histoire de la demande

Le Vice-président Solidarité Afrique-France qui est également président de l'association régionale ESF Rhône-Alpes Nord, investi depuis quelques années dans ce village. Au départ les premières actions concernent le renforcement d'un centre de couture ... sous forme de chantier international de jeunes français venus participer à la réfection des bâtiments. Le projet d'orphelinat et de centre d'apprentissage technique va prendre corps avec la participation de la directrice du centre de couture, Mme Zongo.

C'est Basile DARGA qui suit les démarches administratives pour l'obtention du titre foncier.

b. Mission d'identification (étapes éventuelles)

Identification sur plusieurs années du projet de centre, sous la responsabilité de Solidarité Afrique France.

c. Instruction (montage du dossier de réalisation)

Rare exemple de dossier présentant des comptes d'exploitation prévisionnels sur 5 ans. Quelques faiblesses de forme plus que de fond (manque d'indicateurs)

3. REALISATIONS

a. Techniques

La première intervention concerne le forage et l'équipement d'une pompe pour l'orphelinat. Le forage est équipé d'une pompe Vergnet (Q= 3m³/h ???). Il est prévu un deuxième forage qui serait pris en charge par ESF.

L'électrification des bâtiments a été effectuée tout récemment, en février 2007, par une entreprise locale (KINDA) dans des bâtiments en cours d'achèvement. Cette électrification concerne :

- bâtiment administratif (4 panneaux)
- le bâtiment des dortoirs (4 panneaux)

Remarque :

- le bâtiment du directeur n'est pas encore construit.
- A noter le scellement des panneaux solaires et leur positionnement sur les toits (voir photo). Ce qui pose quelques questions (plus apparents ; inclinaison très faible ; ...)
- De manière générale les installations apparaissent bien faites. Les équipements sont toutefois un peu différents de ce que l'on trouve communément sur les sites de ESF : un

bloc associant régulateur et transformateur. La signalétique est inexistante (pas de modes d'emploi ou d'indications à proximité des installations)

- Le positionnement des panneaux (dépassant du toit) peut paraître surprenant compte tenu des risques de casse et de vols.

b. Humaines : formations, sensibilisation (type, nb de jours ?)

Une volontaire AFVP est chargée de suivre l'ensemble des opérations de création du centre et d'être le relais local de ESF.

Les informations fournies sur la durée de vie des équipements et le coût sont soit inconnues soit erronées (15 ans pour la durée de vie d'une batterie). La maîtrise de ces aspects étant, nous dit-on, du ressort de SAFrance et ESF.

c. Outils de gestion et économiques : document de maintenance chiffré, outils de suivi économique ?

Pas de cahiers d'entretien

L'entretien est fait par trimestre. Justifié par le fait que le centre est encore en chantier et que des formations seront faites plus tard.

d. Institutionnels : comité de gestion, cadre de concertation, contrats, conventions (maintenance, paiements,...)

Remarque générale sur la propreté

4. RETOUR POPULATIONS

a. Problèmes soulevés

RAS (prématuré)

b. Degré de satisfaction selon groupes

Prématuré

c. Attentes futures

Sans objet (attendent que réalisations soient faites)

d. Effets/ changements induits

Prématuré

5. ANALYSE/COMMENTAIRES

Il paraît curieux que l'électrification se soit faite avant la finalisation de tous les bâtiments. Sachant que la mise en services est prévue pour 2008 et que ni les orphelins ni le directeur ne sont recrutés.

Il est difficile de se prononcer sur cette intervention sachant que l'interlocuteur technique était absent et que le chantier est toujours en cours. On peut supposer que des formations à l'entretien et au renouvellement seront assurées plus tard.

A viabilisation est essentiellement basée sur l'aide extérieure (parrainage enfants à partir de France). Les calculs apparaissent rassurants. Un bilan devra être établi au bout de 5 ans pour savoir si les prévisions tiennent la route.

La viabilité reste donc dans une certaine mesure un pari sur l'avenir, mais l'on peut supposer la stratégie de subvention par le Nord de ce type de centres important dans un premier temps compte tenu de l'impossibilité de trouver des subventions à travers les autorités locales ou les produits des activités du centre. Cela ne devrait cependant pas empêcher la recherche d'autres moyens à plus long terme, notamment auprès des institutions du pays. Les capacités de négociation du responsable de cette action à ESF pourront certainement être mise à profit pour cela.

A noter la sécurisation particulièrement bien faite des panneaux (par cornières) par un opérateur local (entreprises KINDA)



13. FICHE Tambiga

1. CADRE (données générales : village, association régionale ESF)

Région Aquitaine avec Fondacio ADCV

Lié dans un dossier-projet avec Sabou qui n'a pas les mêmes acteurs.

Pas d'électrification dans la zone excepté une petite maternité (qui deviendra le pharmacie du CSPS) équipée en solaire entre l'identification et la première réalisation.

2. IDENTIFICATION

a. Histoire de la demande

Fondacio France a sollicité ESF-Aquitaine. Dossier transmis par ESF national. Demande provient de l'Association pour le Développement des Communautés Villageoises.

b. Mission d'identification (étapes éventuelles)

Réalisée en 2004 simultanément avec Sabou (à peu près les opposés en terme de distance par rapport à Ouaga). 2 personnes pendant 10 jours.

c. Instruction (montage du dossier de réalisation)

Prévoit 5 panneaux en tout pour 5x 85 Wc.

3. REALISATIONS

a. Techniques

7 personnes ont réaliser les installations

Sept 2005 l'école (un point lumineux par classe ; tube de 13 W.) et un logement

Déc 2006 le CSPS et la maternité, autre logement et renforcement les installations sur l'école (deuxième point lumineux de 13 W.). On est parti de 4 lampes pour se retrouver avec 9 lampes.

Le générateur de l'école (panneau) est de 50 W crête pour une batterie de 65 Ah.

CSPS et maternité disposent de deux installations séparées (chacune de 300Wc, 4 panneaux chacune). Donc 9 panneaux plutôt que 5 prévus ont été installés.

A noter :

Ont fait une installation sur un logement en fin de construction toujours pas en service.

Il n'y a pas eu de modifications de la puissance et du nombre de panneaux

Une des réglettes ne fonctionne pas.

La batterie d'origine apportée par ESF doit fuir. Une deuxième batterie de camion d'une capacité Ah différente de celle d'origine (100 Ah ; pour 65 Ah à l'origine) a été ajoutée par Joel l'électricien sur fonds de l'ADCV (50.000 FCFA).

Une prise est prévue au niveau du CSPS pour un futur frigo.

Le dispositif est manifestement sous-dimensionné avec les extensions réalisées en 2006. Ne satisfait pas les besoins des utilisateurs. D'autant que les logements sont éloignés de 130 m ce qui entraîne des pertes de charge le dispositif étant resté en 24 Volt !). Les fils

d'alimentation des logements sont sous-dimensionnées en diamètre de fil. Conséquence les écoles et les logements ne bénéficient que d'une heure d'éclairage.
Les cadres sont fixés avec des vis anti-vol.

b. Humaines : formations, sensibilisation (type, nb de jours ?)

Deux personnes de l'association ADCV ont suivi le montage des installations lors de la première fois. La seconde fois, seul un électricien bâtiment membre de l'association, Joel XX a été formé et est rémunéré mensuellement pour effectuer l'entretien (5000 FCFA).
Personne d'autre ne nettoie les panneaux. L'échelle n'est pas assez haute pour le dispensaire.

c. Outils de gestion et économiques : document de maintenance chiffré, outils de suivi économique ?

Pas d'outils particuliers laissés de gestion-administration des installations.
Quelques petits outils (pince, tournevis...)
Pas de matériel de rechange. L'électricien n'a pas d'appareil de mesure.

d. Institutionnels : comité de gestion, cadre de concertation, contrats, conventions (maintenance, paiements,...)

Un comité des parents d'élèves existe mais il n'existe pas de comités au niveau de la santé.
Dans les deux cas aucune cotisation n'est mobilisée : « s'il y a un problème on va déshabiller Pierre pour habiller Paul ».

4. RETOUR POPULATIONS

a. Problèmes soulevés

L'électricien dit qu'il est un peu dommage qu'autant de personnes (7) sont venues pour réaliser les installations mais que par contre il a beaucoup plus appris en quelques jours que pendant des années.

Il n'y a pas de pièces sur Fada (fusibles de 20 Ah ; tubes BT ; ...). Obligé à aller sur Ouaga.

b. Degré de satisfaction selon groupes

Les instituteurs ne sont pas satisfaits. N'ont qu'une heure de lumière avec une seule ampoule. N'ont pas pu lancer des cours du soir. Seule une classe fonctionne le soir.

c. Attentes futures

Souhaitent des modifications sur le dispensaire : lampe supplémentaire dans la salle d'attente (pas forcément nécessaire).

Electrifier le centre de formation de ADCV (une salle + logements internat). Utilisé quelques jours par mois.

L'attente principale concerne plus l'eau que l'électricité sur ce centre.

Une expatriée permanente de l'association qui a construit ces logements à coté de l'école, exerce une pression pour récupérer un des panneaux pour son logement et demande qu'il soit électrifié par ESF.

d. Effets/ changements induits

Déceptions qui fait que les effets sont peu positifs. Grandes attentes frustrées après le passage de 4 heures à une seule heure. Pas de possibilité de valorisation car en 12-24 V.

5. ANALYSE/COMMENTAIRES

Le dimensionnement apparaît différent de ce qui était prévu au départ. Manifestement les prévisions étaient insuffisantes pour ce qui est de l'école.

Dispensaire et maternité ne sont pas encore officiellement agréés. Des agents de santé utilisent cependant déjà les installations.

LE besoin est plus exprimé en termes hydraulique que électrique.

Propositions :

Les équipements des deux installations dispensaire et maternité pourraient être mutualisés en utilisant un onduleur en 220 V ce qui permettrait de récupérer un panneau qui servirait à renforcer l'école.

Ceci permettrait de faciliter le nettoyage des panneaux.

Passer en 18 W pour les lampes.

Cadres logiques type

Les cadres proposés sont des cadres simplifiés.
Ils servent d'abord à montrer la différence entre des résultats attendus qui doivent être le plus concret et pragmatiques possibles et les objectifs à plus long terme (objectifs généraux)
Ils servent aussi à montrer quelques façons de poser des indicateurs concrets et de penser aux sources de vérifications de ceux-ci.
Ils ne doivent surtout pas être « copier-collés » de manière standard mais enrichis en fonction des réalités locales

1. Cadre logique pour CSPS

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES/ HYPOTHESES
Objectifs généraux - Améliorer la santé de la population locale - Amélioration des conditions d'accouchement - Améliorer la qualité du service rendu - Stabiliser le personnel de santé dans la localité	- le nombre d'accouchement en maternité augmente de 10 % - l'électrification a permis d'améliorer le classement du CSPS dans le district - le nombre de demandes d'affectation diminue de x %		L'équipe médicale est dynamique et valorise les acquis
Objectif spécifique : Améliorer les conditions matérielles de délivrance des soins de santé par l'électrification dans le CSPS de XX			
Résultats attendus 1. les bâtiments du CSPS sont électrifiés 2. la maintenance technique est assurée 3. les compétences pour le remplacement sont connues et le cas échéant renforcées 4. des pièces de rechange sont disponibles 5. les possibilités de conservation sont améliorées ???? 6. un comité de gestion prend les dispositions pour le renouvellement du matériel 7. le comité de gestion dispose de possibilités de financement pour le renouvellement des équipements 8. l'électrification des logements des infirmiers est réalisée ???????	- 3 bâtiments et chaque pièce sont équipées d'un point lumineux et les bureaux d'une prise 220V. - Au moins un maintenancier formé, les règles fixées sont respectées, les instruments (échelle, eau déminéralisée) sont disponibles - Le remplacement des pièces peut se faire dans la semaine et est conforme aux caractéristiques - Des relations sont établies avec un électricien formé par ESF - La puissance installée permet au moins le branchement d'un frigo ?????? - Un compte d'épargne est alimenté aux caisses populaires à raison de 1/5ème par an du coût du matériel - Les deux possibilités de valorisation (220 et 12/24 V) existent ?????? - au moins une lampe et une prise de courant sont installés dans les logements des infirmiers ???????	Fiche de maintenance (fournie par ESF) Cahier de suivi des opérations de maintenance Document concernant les caractéristiques Liste des fournisseurs et électriciens solaire Livret d'épargne (caisses populaires) Carnet de suivi des réalisations Fiche de rétrocession des équipements (le cas échéant)	L'équipe médicale est dynamique et valorise les acquis Question de la prise de courant dans les logements des infirmiers (risque de développement d'activités individuelles)
Activités	Moyens à prévoir	Budget prévisionnel	

Electrification des bâtiments 1.1. Préparation de la mission 1.2. Exécution des travaux 1.3. Réception des travaux		
La maintenance technique - formation d'un maintenancier - séance d'information des infirmiers - négociation des termes d'un contrat avec le maintenancier et les responsables du CSPS		
Pièces de rechange - diagnostic de l'existant dans la région - négociation avec les fournisseurs - relevé des différents fournisseurs et de leurs conditions		
Possibilité de conservation - appréciation de la nécessité d'avoir un frigo solaire - estimation des risques et des formules alternatives (gaz, etc.)		
Comité de gestion - séance d'information de la population sur les coûts et des contraintes - séance d'information avec les infirmiers - entretiens particuliers avec responsable du CSPS - Mise en place ou renforcement du Comité - mise en relation avec les autorités locales (mairie) éventuellement - travail sur les rôles et responsabilités du Comité si nécessaire		
Etc...		

2. Cadre logique pour écoles

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES/ HYPOTHESES
<p>Objectifs généraux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'accès à l'école- Améliorer le taux de réussite - Améliorer le passage du primaire au secondaire - Stabiliser le personnel enseignant dans la localité 	<ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'enfants scolarisés augmente de 10 % l'année suivant l'électrification - le taux de réussite global augmente de 15 % (nb d'enfants ayant le CEP) entre l'année sans électrification et l'année après - le nombre de demandes d'affectation diminue de x % 		<p>L'équipe enseignante est dynamique et valorise les acquis</p>
<p>Objectif spécifique : Améliorer les conditions matérielles de délivrance des services d'enseignement par l'électrification de 3 classes de l'école de XX</p>			
<p>Résultats attendus</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les bâtiments de l'école sont électrifiés 2. la maintenance technique est assurée 3. les compétences pour le remplacement sont connues et le cas échéant renforcées 4. des pièces de rechange sont disponibles 5. les possibilités de conservation sont améliorées ???? 6. un comité de gestion prend les dispositions pour le renouvellement du matériel 7. le comité de gestion dispose de possibilités de financement pour le renouvellement des équipements 8. l'électrification des logements des enseignants est réalisée ???????? 	<ul style="list-style-type: none"> - 2 classes sur trois sont électrifiées ainsi que le bureau du directeur. - La luminance à l'intérieur des classes répond aux normes - Au moins un maintenancier formé, les règles fixées sont respectées, les instruments (échelle, eau déminéralisée) sont disponibles - Le remplacement des pièces peut se faire dans la semaine et est conforme aux caractéristiques - Des relations sont établies avec un électricien formé par ESF - La puissance installée permet au moins le branchement d'un frigo ?????? - Un compte d'épargne est alimenté aux caisses populaires à raison de 1/5ème par an du coût du matériel - Les deux possibilités de valorisation (220 et 12/24 V) existent ?????? - au moins une lampe et une prise de courant sont installés dans les logements ???? 	<p>Fiche de maintenance (fournie par ESF)</p> <p>Cahier de suivi des opérations de maintenance</p> <p>Document concernant les caractéristiques</p> <p>Liste des fournisseurs et électriciens solaires</p> <p>Livret d'épargne (caisses populaires)</p> <p>Carnet de suivi des réalisations</p> <p>Fiche de rétrocession des équipements (le cas échéant)</p>	<p>L'équipe enseignante est dynamique et valorise les acquis</p> <p>Question de la prise de courant dans les logements des enseignants (risque de développement d'activités individuelles)</p>

3. Cadre logique pour point d'eau

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	RISQUES/ HYPOTHESES
<p>Objectifs généraux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la santé - Améliorer les conditions de vie - Développer les possibilités d'élevage et de maraichage 	<ul style="list-style-type: none"> - le nb de maladies hydriques baisse de x % - X activités AGR sont créées par les femmes la première année - diminution des départs du village de x% la première année 	<p>Etude spécifique ou entretiens avec CSPS (nécessite d'avoir établi une situation de départ)</p> <p>Visite des activités</p> <p>Entretiens</p>	<p>Mauvaises études de prospection géophysique</p>
<p>Objectif spécifique : Amélioration de l'accès à l'eau potable par l'installation de forages équipés</p>	<p>Les mariages augmentent de x %</p>		
<p>Résultats attendus</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les Forages sont réalisés et fonctionnels 2. la maintenance technique est assurée 3. des pièces de rechange sont disponibles 4. des comités de gestion prennent les dispositions pour le renouvellement du matériel 5. Une association des usagers existe et joue son rôle 6. Le comité est en relations avec la mairie ou l'association des usagers et est au courant de la réforme sur l'eau 7. Les sensibilisations et formations concernant le stockage de l'eau sont suivies 	<p>X forages sont réalisés en X années</p> <p>X personnes sont formées à la maintenance ou mises en relation avec des artisans-réparateurs-</p> <p>Il faut moins d'une semaine pour remplacer n'importe quelle pièce</p> <p>Les comités existent avec chacun un compte à la banque populaire dotés d'un montant équivalent à X /DV FCFA au bout de X ans (DV=durée de vie)</p> <p>L'association des usagers est intervenue au moins une fois dans l'année pour appuyer un comité de gestion</p> <p>Les coordonnées de la mairie peuvent être fournies sur demande ; la mairie a participé à certains entretiens sur son budget</p> <p>La proportion de personnes buvant l'eau du marigot diminue de x% par an</p>	<p>Fiche de maintenance (fournie par ESF)</p> <p>Cahier de suivi des opérations de maintenance</p> <p>Document concernant les caractéristiques</p> <p>Liste des fournisseurs et artisans-réparateurs</p> <p>Livret d'épargne (caisses populaires)</p> <p>Carnet de suivi des cotisations</p> <p>Etude spécifique (nécessite une estimation de départ)</p>	<p>Comités de gestion et association d'usagers travaillent en bonne entente</p>

Eléments pour un dispositif de suivi

Éléments pour un dispositif de suivi

Proposition de fil rouge pour le travail de questionnement :

Apprécier si les interventions « s'articulent » (relient différentes initiatives, différentes ressources financières ou en compétences) « bien » (de manière régulée, consciente) aux :

- besoins des gens (parfois au-delà de la demande au sens strict)
- enjeux du secteur (améliorer l'accès à l'énergie pour des populations dispersées et sans moyens...)
- programmes existants
- capacités locales
- capacités de ESF
- autres acteurs et actions
- ...

Postulat important que l'on pourrait travailler lors des entretiens :

Le développement ne peut se faire en « autonomie » ou « autarcie ». Il résulte de l'articulation souvent difficile et conflictuelle entre différentes « forces » et « ressources ».

1. Adéquation aux exigences d'une amélioration durable des conditions de vie et des comportements des populations et/ou de leurs représentants (le pourquoi ?)

Les questions visent à apprécier si le champ d'interventions de ESF est pertinent par rapport aux exigences du développement dans une perspective non pas seulement de réponse à des besoins immédiats mais aussi de construction d'un développement plus global et durable.

Les questions pourront ainsi porter sur les « postulats fondateurs » de ESF.

On pourra distinguer des postulats explicites (« l'énergie au service de la solidarité et du développement durable » ; « sans énergie pas de développement économique et social (et donc) pas de développement général et local ») d'autres moins explicites après les avoir vérifiés avec ESF (partir des populations, priorité à la société civile, pas de financement au privé, appui à des communautés).

Globalement on cherche à savoir si

- ils sont nécessaires et suffisants compte tenu des réalités du Burkina Faso et des besoins des populations ?
- ils sont perçus de la même manière ?
- ils sont en phase avec les réalités actuelles ?
- en particulier s'ils sont en phase avec les programmes publics et avec les stratégies, pratiques et coutumes des populations
- ...

Ces questions ne sont pas à poser à n'importe qui. Il faut avoir un interlocuteur ayant une certaine capacité d'analyse (quel que soit son statut dans la société).

Généralement l'entretien se passe sans grille apparente. On demande d'abord de raconter un peu les principaux problèmes rencontrés dans la zone du général (zone enclavée ou non, route goudronnée ou non, encore boisée ou pas, village ancien ou village récent, autres partenaires d'appui ?⁶) au particulier (et chez vous à la maison, dans la concession comment ça se passe ? y a-t-il des malades ? est-ce fréquent dans ce village ?...). Ensuite l'histoire de l'intervention (comment ont-ils connus ESF ? comment ESF est arrivée dans la zone). A ce stade on pourra commencer par demander si le fait de travailler dans le domaine de l'énergie leur paraît bien. Suivant la réponse (on s'attend à ce qu'elle soit positive) se reporter sur quelques autres problèmes signalés au début et qui ne sont pas forcément directement liés à l'énergie (sida ? pertes de fertilité ? érosion ? conflit avec d'autres populations ? ...). Essayer de progressivement creuser en quoi l'investissement fait réellement partie d'une priorité ou non, éventuellement en prêchant le faux pour savoir le vrai (« Si on vous avait donné l'argent du matériel et de la main-d'oeuvre, vous auriez fait la même chose ? ») Ne jamais prendre les réponses aux questions au premier degré mais creuser....

Durant ce premier contact de même que pendant tout l'entretien, on évitera le plus possible de donner son opinion pour ne pas influencer les dires de l'interlocuteur.

2. Ce qui a été fait (le quoi) (efficacité)

Les questions visent à apprécier les activités prévues ont été réalisées et quelles sont leurs caractéristiques.

A défaut d'indicateurs précis et quantifiés, on peut convenir ensemble d'une grille (voir en page suivante) que l'on améliorera (affinera/simplifiera) au fil des visites. Les chiffres servent de jalons permettant surtout de questionner les écarts. C'est l'interprétation qualitative de ces indicateurs qui est importante à creuser. Ces indicateurs ne se traduisent donc pas simplement en une ou deux questions. Ils sont la plupart du temps à aborder de manière plus indirecte :

- la « satisfaction » est appréciée à travers des matrices MARP permettant à un plus grand nombre de personnes de « voter »
- les « activités » peuvent être déclinées par les principaux opérateurs
- les « processus » sont à reconstruire à travers le récit historique des événements
- les « effets » sont collectés en demandant aux interlocuteurs les changements (petits ou grands ; importants ou pas ; dans leur vie, au village ; négatifs ou positifs) qu'il y a eu depuis le démarrage du projet

Une dernière ligne à la fin de la grille ci-dessous présente les correspondances avec 3 des 5 critères classiques d'évaluation : efficacité, efficience, effets/impact. (Manquent la viabilité et la pertinence).

⁶ L'histoire du village permet de s'avoir beaucoup de choses sur la façon dont la culture est encore présente et bien connue. Permet aussi de s'avoir s'il y a eu des disputes entre quartiers pour la chefferie (ces conflits entre zones du village pouvant se révéler importantes pour la localisation des réalisations ...)

GRILLE INDICATIVE des différentes dimensions du changement

<i>Types d'indicateurs</i> <i>Types de changement</i>	Activités et résultats	Satisfaction des populations	Processus	Effets
Besoins de base	I ₁ : Les équipements prévus ont été installés dans les temps prévus I ₂ : Les équipements sont tous utilisés comme il était prévu I ₃ : Les bénéficiaires sont conformes à ce qui était prévu en nombre et en genre	I ₁ : La proportion d'hommes satisfaits dépasse 75% I ₂ : La proportion de femmes satisfaites dépasse 75% I ₃ : La proposition des vieux et des jeunes (élèves) dépasse 75%	I ₁ : Il y a eu un nombre limité de difficultés dans le processus I ₂ : Ces problèmes ont pour la plupart pu être résolus localement et sans aides	I ₁ : Il y a eu X initiatives ou changements imprévus dans le village/le quartier I ₂ : Il y a eu des tensions entre personnes depuis le projet
Institutions	I ₁ : Une ou deux instances locales de décision ont été créées ou renforcées I ₂ : L'accès aux installations a augmenté de 25% I ₃ : Il y a eu x nouvelles règles de décision depuis le démarrage du projet	I ₁ : Les usagers sont satisfaits de l'évolution des décisions I ₂ : La population en général est satisfaite à 80% des règles établies	I ₁ : Il y a eu un nombre limité de difficultés dans le processus I ₂ : Ces problèmes ont pour la plupart pu être résolus localement et sans aides	I ₁ : Les avancées ont donné lieu à x améliorations dans d'autres domaines I ₂ : Les avancées ont donné lieu à quelques tensions I ₃ : Les avancées ont eu des répercussions sur certaines politiques dans le secteur
Inégalités	I ₁ : L'accès aux installations notamment aux « cadets sociaux » (femmes, jeunes, etc.) s'est amélioré de x % I ₂ : les différences s'expriment plus librement	I ₁ : Les différents groupes expriment leur satisfaction par rapport à l'évolution I ₂ : Les insatisfactions peuvent s'exprimer librement	I ₁ : Il y a eu des tensions entre certaines catégories liées à des choix du projet I ₂ : Ces tensions ont pu (ou n'ont pas pu) être résolues ...	I ₁ : Il y a eu des effets positifs inattendus en termes d'inégalités I ₂ : Il y a eu des effets négatifs inattendus en termes d'inégalités
L'organisation locale	I ₁ : L'organisation partenaire a amélioré son organisation générale depuis le projet I ₂ : Les liens fonctionnels entre opérateurs locaux (ONG, associations, CL, privés) se sont améliorés	I ₁ : Les responsables de l'organisation partenaire se disent satisfaits I ₂ : Les animateurs de l'organisation partenaire se disent satisfaits	I ₁ : Il y a eu un nombre limité de difficultés dans le suivi de la mise en oeuvre I ₂ : Ces problèmes ont conduit à des améliorations internes de procédures	I ₁ : Il y a eu des effets sur la politique d'intervention I ₂ : Il y a eu des effets dans la structuration interne de l'organisation
L'organisation ESF	I ₁ : L'organisation des missions s'est amélioré I ₂ : Les liens entre les différents niveaux de ESF se sont améliorés	I ₁ : Les chefs de projet ESF se disent satisfaits I ₂ : Les coordinateurs à Paris se disent satisfaits	I ₁ : Il y a eu un nombre limité de difficultés dans le suivi de la mise en oeuvre I ₂ : Ces problèmes ont conduit à des améliorations internes de procédures	I ₁ : Il y a eu des effets sur la politique d'intervention d'ESF I ₂ : Il y a eu des effets dans la structuration interne de l'organisation
Critère Evaluation	Efficacité		Effizienz	Effets/Impact

3. Comment cela a été fait ? (efficience)

On commencera par un descriptif du dispositif en place et des principaux acteurs de ce dispositif

Ensuite une présentation des relations entre le groupe ESF et ses partenaires locaux :

- quels accords, conventions, contrats, en quels termes,
- qui décide des dates de mission,
- comment sont discutés les termes de références des missions entre les différents acteurs de la chaîne (depuis le comité local qui doit assurer la maintenance jusqu'à ESF Paris en passant par les chefs de projet et les responsables des organisations partenaires...)

- Identification

Qui a réalisé l'identification ?

Avez-vous participé à l'identification ?

La population ou une partie a-t-elle été consultée à un moment pour connaître les priorités ?

- Réalisation

Qui a participé à la réalisation ?

Avez-vous réalisé le travail ou est-ce quelqu'un de l'extérieur ?

Qui a été formé au travail ?

Quels problèmes avez-vous rencontré lors de la réalisation ? qui a solutionné le problème ? ...

- Suivi-évaluation

Existe-t-il un dispositif ? des outils ? une manière informelle de s'informer de ce qui se passe ?

Qui réalise le suivi-évaluation ?

Comment implique-t-on les partenaires et les populations ?

Y a-t-il eu des formations dans ce domaine ? ...

4. Avec quels effets ? incidences ? conséquences ? au-delà de ce qui était prévu ou espéré ?

(Se reporter à la grille d'indicateurs)

5. Pour combien de temps ? (Viabilité)

- Viabilité économique
- Viabilité sociale
- Viabilité institutionnelle

Ces questions nécessitent notamment une compréhension des comptes et des logiques de financement.

Liste des personnes rencontrées

Lieux	Personnes - structure
Paris	Daniel Grisez Paul Viguet-Carrin Aude Detouchet Audrey Thory Virginie Escudie Petra Koudelkova Bernard Thoreau Christine Chassain
Toulouse	Christine Chassain Alain Thomas Vincent Follet Christophe Cazajou Martin Alfred Jean Paul Rouchi Christelle Didier Guy Senat André Algans
Lyon	Gérard Sabarly Yves Jorda Bernard Quinty Jacques Dobry Bertrand Carre Paul Viguet-Carrin Jérôme Adjovalasit Marc Migai Marie-Hélène Duset Thérèse Rochet Gilbert Saby Daniel Grisez Jean-Marc Menard Gérard Caucheteux
Songpelce	Zimbala Joseph Le chef du village De nombreux hommes et femmes
Mouni	Souleymane Ouedraogo Le chef du village Pascal Ouedraogo Les infirmiers Les instituteurs Mr Kabore (directeur école) De nombreux hommes Julien (électricien)
Fada n'Gourma	M. Ouoba (Tin Tua) Daniel Lankoande (Tin Tua) Abdoulaye Diawari (ADCV) Annick Bonogo (ADCV) Joel Atindegla(ADCV)
Tambiga	Abdoulaye Diawari (ADCV) Annick Bonogo (ADCV) Joel Atindegla(ADCV)
Kantchari	Edouard Bationon (Dir. CEG) Mardia Ouoba (Président comité de gestion) Un électricien
Matiacoali	Hamidou Combare Sakili Ouoba Alexandre Tombiano Mabou Tandamba
Boukargou	Alain Lankoande Dominique Kobouare

	Michel Tendano Jerome Tendano
Yonde	Abbé Sylvain Ouanga Abbé blaise Kiéma Seydou Ouedraogo Des instituteurs et directeurs d'école
Nakombogo	Maria Kere (FDC) Zacharie Sorgho (FDC) Différentes personnes travaillant dans le centre
Peyiri	Noélie Zongo (Solidarité Afrique Burkina) Mr Semde (Solidarité Afrique Burkina) Mr Camare Ouedraogo (Solidarité Afrique Burkina) Marie Labelle (AFVP) ...
Sabou	Mr Kabore Différents travailleurs du centre d'handicapés De nombreuses femmes
Yona	(demander à Daniel Grisez)
Ouagadougou	Basile Darga (Res publica) Mme Perrin (Res publica) Gérard Dolebzanga (Idebak) Prosper Sanon (électricien) Dieudonné Goungounga (Min./ finances et budget) Omer Kabore (Oxfam Intermon) Patrice Syan (DSONG) Issa Sorgho (GTZ ; ex maison de la coopération décentralisée) Antoine Raogo Sawadogo (Laboratoire Citoyenneté) Eric Convolbo (Fonds Développement de l'Energie) Jean Mathieu Bingboure (chef du programme d'application de la réforme de l'eau) Moussa Ouattara (Directeur de l'Energie Electrique ; Ministère des Mines et de l'Energie) Karim Traore (Directeur Programme Régional Solaire) Mahama Keletigui Coulibaly (Maire de Bama) Abdoulaye Coulibaly (association SIRA de Bama) Moussa Bourgou (Dir. Général de l'Enseignement de Base) François Ouedraogo (Dir. De la distribution à la Sonabel) Marcel Konkobo (Dir Général des Infrastructures et Equipements Médicaux du Ministère de la Santé) Mme Couaillac (SCAC) Mr Jérémy Dumont (AFD)